

Procès verbal – Conseil municipal du 23 septembre 2020

Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de présents : 29
Nombre de pouvoirs : 03
Nombre de votants : 32

Convocation transmise le 17 septembre 2020

L'an deux mil vingt, le vingt-trois septembre à vingt heures, le Conseil Municipal de MELLE, légalement convoqué, s'est réuni Salle des fêtes de Saint Léger de la Martinière, sous la présidence de Monsieur Sylvain Griffault, Maire.

Présents

| | | |
|------------------------------|----------------------|---------------------------|
| BASSEREAU (Eliard) Véronique | DEVINEAU Bertrand | OUVRARD Pierre |
| BERNARD-RIVIERE Mélanie | GICQUIAUD Floriane | PENIGAUD Jean-Christophe |
| BERTRAND Johnny | GIRAULT Anne | PUTEAUX Sylvain |
| BILLAUD Line | GRIFFAULT Sylvain | RIFFAULT Pauline |
| BOURSIER Virginie | KLINGLER Sarah | SABOURIN BENELHADJ Muriel |
| BRUNET Pascal | LABROUSSE Christophe | SIMIONI Jean-François |
| CHAUVET Christophe | LAJOIE Sylvie | SUIRE Catherine |
| COURTIN Béatrice | LOGETTE Kévin | TEXIER Jérôme |
| COUTINEAU Liliane | LUSSEAU Christian | VEZIEN Christian |
| DALLAUD Hélène | MANGUY Fabienne | |

Absents ayant donné pouvoir

| | | |
|-------------------------|---|-----------------------|
| DIAZ TORRES GOITIA Elsa | à | Jean-François SIMIONI |
| HERBOUT Bruno | à | Christian LUSSEAU |
| POTHIER François | à | Pierre OUVRARD |

Absent non excusé : LACOTTE Claude

Secrétaire de séance désigné par l'assemblée : Sylvain Puteaux

Auxiliaire du secrétaire de séance désignée : Anne Texier, Directrice des services

Adoption du procès-verbal de la séance du 2 septembre 2020 : Unanimité

Information préalable : M le Maire expose que par deux circulaires du début du mois de septembre, M le Préfet informe des modalités de réunion des organes délibérants. En effet, certains dispositifs transitoires mis en œuvre dans le cadre de la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid ont pris fin le 30 août dernier et les dispositions de droit commun s'appliquent désormais, à savoir :

- le quorum n'est plus fixé au tiers des membres présents mais la moitié au moins ;
- un membre de l'assemblée ne peut plus disposer de deux pouvoirs mais d'un seul ;
- la faculté de réunir l'assemblée en tout lieu sans public ou avec un nombre limité de personnes présentes a pris fin. Cependant, le maire peut limiter le nombre de personnes présentes dans la salle si la mesure est nécessaire à l'application des gestes barrières. Les dispositions habituelles relatives aux réunions à huis clos, quant à elles, demeurent (= à la demande du maire ou de trois membres avant le début de la séance).

Enfin, si la salle du conseil ne permet pas de réunir l'assemblée dans des conditions sanitaires satisfaisantes, elle peut être réunie, à titre exceptionnel, dans tout autre lieu de la commune qui ne contrevient pas au principe de neutralité, qui offre des conditions d'accessibilité et de sécurité nécessaires.

Décisions du Maire de la Commune nouvelle de Melle prises dans le cadre de ses délégations

Dans le cadre des délégations accordées, M le Maire se doit de rendre compte à l'assemblée des décisions qu'il prend. Leur nombre étant souvent important et leur lecture fastidieuse, il informe qu'à compter du conseil municipal d'octobre :

- les décisions prises seront insérées dans la note de synthèse qui accompagne la convocation ;
- seules les décisions dont la lecture soulève des interrogations, ou bien celles dont un commentaire serait jugé utile seront évoquées.

| |
|---|
| <p>Arrêtés pris dans le cadre des délégations accordées au Maire par délibération du 25 mai 2020 : délégation n°4</p> |
|---|

Arrêté n°446 du 26 août 2020 décidant de confier les travaux de maintenance annuelle des installations de chauffage des bâtiments de la commune nouvelle à l'entreprise SPIE, domiciliée à Saint Denis (Seine-Saint-Denis), pour un montant de 2 762,32 € HT soit 3 314,78 € TTC.

Arrêté n°448-2 du 27 août 2020 décidant la signature d'un contrat de cession pour la prestation « Trio Sulivai » à l'espace Goirand le samedi 29 août 2020 avec La Ronde des Jurons pour un montant de 2 500 € HT soit 2 637,50 € TTC.

Arrêté n°448-3 du 27 août 2020 décidant la signature d'un contrat de cession pour la prestation « Atelier vocal » à l'église Saint-Hilaire, le samedi 29 août 2020 avec La Ronde des Jurons, pour un montant de 1 500 € HT, soit 1 582,50 € TTC.

Arrêté n°448-4 du 27 août 2020 décidant de confier la prestation technique à l'espace Goirand et à l'église Saint-Hilaire, le samedi 29 août 2020, à La Ronde des jurons pour un montant de 5 000 € HT soit 6 000 € TTC.

Arrêté n°448-5 du 27 août 2020 décidant la signature d'un contrat de cession pour la prestation « Vjing » autour de l'Eglise Saint-Hilaire, le samedi 29 août 2020, avec La Ronde des Jurons pour un montant de 2 500 € HT soit 2 637,50 € TTC.

Arrêté n°448-6 du 27 août 2020 décidant la signature d'un contrat de cession pour la prestation « Soma » de la Compagnie Pléiades dans l'Eglise Saint-Hilaire, le samedi 29 août 2020, pour un montant de 2 060,60 € nets de TVA.

Arrêté n°448-7 du 27 août 2020 décidant de confier la fourniture de matériel pour la nuit de Saint Hilaire, le samedi 29 août 2020, à la SARL Concept domiciliée à Echiré pour un montant de 3 285 € HT, soit 3 942 € TTC.

Arrêté n°449 du 31 août 2020 décidant de confier la fourniture de gazole pour le Centre Technique Municipal à l'entreprise Sauquet domiciliée à Brioux sur Boutonne, pour un montant de 3 051 € HT soit 3 661,20 € TTC.

Arrêté n°451 du 31 août 2020 décidant de confier la fourniture et le service du cocktail dînatoire dans le Parc de la Garenne à l'occasion du Forum des Associations, le samedi 5 septembre 2020, à l'Hôtel-restaurant Les Glycines domicilié à Melle pour un montant de 1 800 € TTC.

Arrêté n°465 du 4 septembre 2020 décidant de confier la réparation de la chambre froide du préau de Saint-Martin-lès-Melle à l'entreprise Spie domiciliée à Migné-Auxances (Vienne), pour un montant de 2 688,68 € HT soit 3 226,42 € TTC.

Arrêté n°470 du 14 septembre 2020 décidant de confier la vidange, le nettoyage et le test d'étanchéité de la cuve à gazole du Centre Technique Municipal à l'entreprise Sarp Sud-Ouest domiciliée à Chauray, pour un montant de 3 760 € HT soit 4 512 € TTC.

Arrêté n°471 du 14 septembre 2020 décidant de confier la fourniture de différents outils pour le Centre Technique Municipal à l'entreprise Disko Métal domiciliée à Celles sur Belle pour un montant de 2 067,42 € HT soit 2 480,90 € TTC.

Arrêté n°476 du 17 septembre 2020 décidant de confier la fourniture de décorations de Noël à l'entreprise Rexel domiciliée à Niort, pour un montant de 7 152,67 € HT soit 8 583,20 € TTC.

D091- Composition des commissions municipales : complément à la délibération n°49 du 10 juin 2020

Par sa délibération n°49 du 10 juin 2020, le conseil municipal a créé onze commissions municipales et en a défini la composition qui respecte la représentativité des élus de l'opposition.

M le Maire rappelle le désir affiché pendant la campagne électorale de l'équipe municipale d'ouvrir à des citoyen·nes les espaces de réflexion pour l'enrichir. Un appel à candidats a eu lieu durant l'été. Chaque commission municipale a établi une liste de citoyens admis à participer aux travaux dont le nombre est inférieur au nombre d'élus y siégeant et qui est proposée ici.

Il est rappelé que Sylvain Griffault, Maire, est Président de droit de chacune de ces instances. Dans la composition, il faut comprendre : « X membres y compris M le Maire ».

Après en avoir débattu, à l'unanimité, l'assemblée décide :

- de transformer huit des onze commissions municipales créées le 10 juin 2020 en Comités consultatifs ;

- de dire que la composition des trois commissions municipales suivantes demeure, à savoir :

Commission Finances et ressources humaines chargée de l'établissement et du suivi des budgets, de l'établissement et du suivi du Plan pluriannuel d'investissement, du suivi des ressources humaines : 30 membres : l'ensemble du Conseil municipal hormis Sylvie Lajoie, Liliane Coutineau et Elsa Diaz Torres Goitia qui ne souhaitent en faire partie ;

Commission Technique chargée du suivi des moyens du centre technique municipal : 6 membres : Bertrand Devineau, Christophe Chauvet, Jérôme Texier, Pascal Brunet, Jean-Christophe Pénigaud

Commission Communication chargée des communications interne et externe de la collectivité : 4 membres : Hélène Dallaud, Mélanie Bernard-Rivière, Catherine Suire.

- de dire que l'ensemble des membres élus désignés le 10 juin pour siéger dans les commissions municipales intègrent les Comités consultatifs ;

- d'approuver la composition des comités consultatifs comme suit :

Comité consultatif Aménagement (22 membres) :

- Groupe Urbanisme : Bertrand Devineau, Pascal Brunet, Virginie Boursier, Kévin Logette, Christian Vezien

Membres non élu·es : Joannik Dupuy, Michel Proust, Alain Touzot et Virginie Trift

- Groupe Environnement : Jérôme Texier, Béatrice Courtin, Elsa Diaz, Floriane Gicquiaud, Jean-Christophe Pénigaud, Jean-François Simioni

Membres non élu·es : Claire Bastien, Martine David, Diane Jégou, Jean-Paul Perrigaud, Kévin Roux et Gilles Thomas

Comité consultatif Attractivité et dynamisme économique (14 membres) : Christian Lusseau, Pascal Brunet, Bertrand Devineau, Bruno Herbout, Claude Lacotte, Sylvain Puteaux, Muriel Sabourin-Benelhadj

Membres non élu·es : Frédéric Derré, Isabelle Desmoulins, Guy Fleury, Claire Mottet, Fabrice Rousseau et Nicolas Viaud

Comité consultatif Culture, Éducation populaire et Jeunesse (10 membres): Sarah Klingler, Mélanie Bernard-Rivière, Line Billaud, Sylvie Lajoie , Jérôme Texier

Membres non élu·es : Caroline Flament, Muriel Jolly, Emmanuelle Lefevre et Sylvie Marroyer

Comité consultatif Tourisme et Patrimoine (8 membres) : Catherine Suire, Fabienne Manguy, Véronique Bassereau, Liliane Coutineau

Membres non élu·es : Antoine Guinard, Françoise Lemaire et Françoise Servant

Comité consultatif Vie citoyenne (12 membres) : Béatrice Courtin, Sarah Klingler, Kévin Logette, Pierre Ouvrard, François Pothier, Pauline Riffault

Membres non élu·es : Annick Huet, Mélanie Ménard, Christian Perron, Myriam Pied-Sorin, Stéphanie Ziplys

Comité consultatif Vie quotidienne (10 membres) : Christophe Labrousse, Virginie Boursier, Bruno Herbout, François Pothier, Muriel Sabourin-Benelhadj

Membres non élu·es : Joël Bouquet, Josette Foisseau, Micheline Guérin et Vincent Lemaistre

Comité consultatif Action sociale (14 membres) : Fabienne Manguy, Véronique Bassereau, Elsa Diaz, Anne Girault, Christophe Labrousse, Sylvie Lajoie, Jean-François Simioni, Pauline Riffault

Membres non élu·es : Solène Dumortier, Isabelle Pizon, Noël Rault, Magali Rivasseau et Astrid Sublen

Comité consultatif Sports (9 membres) : Johnny Bertrand, Christophe Chauvet, Christian Lusseau, Sylvain Puteaux, Christian Vezien

Membres non élu·es : Nathalie Dixon, Elyane Durand et Céline Fachin

M le Maire se réjouit de pouvoir associer 40 citoyen.nes aux travaux de réflexion de l'équipe municipale.

Information/Budgets prévisionnels 2020 : avancement de leur exécution

Par ses délibérations n°21, 24 et 26 du 4 mars 2020, l'assemblée a adopté les budgets prévisionnels 2020 de la commune (Budget général, Budget annexe Lotissements, Budget annexe Energies renouvelables).

M le Maire et Mme la Directrice des services exposent à l'assemblée :

- les données financières importantes issues des Comptes administratifs 2019,
- les éléments majeurs constituant les budgets prévisionnels votés,
- les projets engagés à la date du 31 août 2020 et des recettes encaissées ou certaines,

- les sommes non engagées à la date du 31 août 2020
- les réflexions en cours dont certaines commissions auront à se saisir.

Les diaporamas présentés seront joints en annexe du procès verbal de séance ainsi que le tableau reprenant chacun des articles comptables de l'avancement de l'exécution budgétaire du Budget général arrêté au 31 août.

M le Maire indique que le diaporama des projets constituera à court terme un fil rouge : il sera partagé et mis à jour dans un espace collaboratif à venir.

D092- Approbation de la création de Commissions d'appel d'offres ponctuelles

Une Commission d'appel d'offres (CAO) a pour mission d'examiner les offres faites par les candidats à un marché public. L'intervention de la CAO n'est pas obligatoire pour sélectionner des candidats ou attribuer un marché dans le cadre d'une procédure adaptée qui concerne en général les achats de fournitures et de services des collectivités territoriales inférieurs à 214 000 € HT et les marchés de travaux inférieurs à 5 350 000 € HT. En revanche, pour les procédures formalisées, et notamment au-dessus de ces seuils, l'intervention de la CAO est obligatoire, et elle choisit le titulaire du marché.

La CAO est composée, dans une commune de 3 500 habitants et plus, du maire qui la préside (ou de son représentant) et de cinq membres titulaires et cinq membres suppléants du conseil municipal. Souvent, la CAO est constituée de manière permanente, mais le conseil municipal peut choisir une durée plus courte que celle de la mandature ou bien la créer ponctuellement pour la passation d'un marché spécifique.

Au regard des seuils en vigueur de procédure formalisée (actuellement : 214 000 € HT pour les marchés d'études et 5 350 000 € HT pour les marchés de fournitures et de travaux) qui représentent des sommes rarement atteintes pour une commune de la taille de Melle, afin de permettre à des élus d'y siéger selon leurs délégations, leurs centres d'intérêt ou bien leurs compétences sur un projet donné, après en avoir débattu, à l'unanimité, l'assemblée décide de créer des commissions ponctuelles pour la passation de marchés spécifiques et non pas une commission unique et figée pour la durée du mandat.

D093- Création d'une Commission d'appel d'offres ponctuelle « Interprétation de l'Etat des Milieux (IEM) des Mines d'Argent des Rois francs » et désignation des membres

Les mines de plomb argentifère dans le secteur de Melle ont été exploitées jusqu'au Xème siècle. Des études ont été engagées par le ministère de l'Environnement et la DREAL, à Melle comme ailleurs, pour vérifier les impacts environnementaux et sanitaires liés à ces mines, dans le cadre d'une directive européenne, sur la période 2010-2018.

Le Conseil municipal, dans sa séance du 4 février dernier, a été informé des éléments suivants :

« M le Maire expose, qu'en application de l'article 20 de la directive européenne sur les déchets de l'industrie extractive qui classe les secteurs contenant des dépôts dans six classes allant de A à E, un inventaire a été réalisé par l'Etat à partir des connaissances et des études existantes.

Le classement des secteurs s'établit comme suit :

- *Classe E : secteurs comportant des dépôts susceptibles de présenter un risque très significatif pour la santé humaine ou l'environnement,*
- *Classe C : classe intermédiaire dont les dépôts pourraient être susceptibles de présenter des risques,*
- *Classe A : secteurs ne présentant pas de risque.*

Le secteur de Melle a été classé en classe C+. Pour tous les secteurs classés en C+, l'Etat a missionné Géoderis pour mener une étude d'orientation afin de pouvoir apprécier le niveau éventuel de risque.

Le périmètre de l'étude est celui de la carte de localisation de la zone des travaux des sites d'extraction (déterminée à partir des travaux connus). La carte du réseau hydrographique est en lien direct avec les travaux d'extraction (qui étaient entrepris plus ou moins perpendiculairement à l'axe des vallées). Au

centre et à l'ouest, se trouvent La Béronne et ses affluents dont L'Argentière ; à l'est, La Légère et ses affluents. Dans ce périmètre ont été déterminées les sources de pollution potentielle :

- les ouvrages débouchant au jour (les puits de mine),
- les anciens ateliers de traitement et de transformation du minerai,
- les matériaux de creusement et d'extraction et de résidus de traitement et de transformation.

Deux cent six mesures par fluorescence ont permis de délimiter plus finement les zones plus ou moins impactées. Vingt trois échantillons de sol ont été réalisés en complément, ainsi que dix prélèvements d'eau et trois prélèvements de sédiments dans la rivière L'Argentière.

Les résultats révèlent que dans l'eau, les concentrations en plomb et manganèse dépassent faiblement la valeur de référence. Après filtration, elles diminuent très fortement indiquant la présence d'éléments essentiellement sous forme particulaire. L'observation est identique sur les sédiments analysés.

Plus de 70% des analyses de sol réalisées ont une valeur supérieure au maximum attendu dans le Poitou. Des dépassements significatifs ont été observés, y compris pour l'arsenic. Les niveaux les plus élevés ont été relevés à proximité des anciens sites d'exploitation.

Au regard des résultats, Géoderis recommande la réalisation d'une étude environnementale et sanitaire en s'appuyant sur l'Interprétation de l'Etat des Milieux (IEM). Une réunion a eu lieu le 16 septembre dernier (mairie, Préfecture, DREAL, ARS) pour envisager les suites à donner à cette étude, suivie d'une réunion le 11 décembre (préfecture, mairie, ARS) avec visite des deux sites où les taux relevés étaient les plus élevés, pour d'éventuelles mesures conservatoires à envisager. L'ARS a sur place indiqué qu'aucune mesure urgente n'était nécessaire, les sols déjà aménagés isolant de tout contact avec les couches potentiellement polluées. »

Ainsi que le Code des marchés publics lui en donne la possibilité, M le Maire a lancé une consultation en procédure formalisée le 13 mars 2020, le coût estimé en janvier 2020 de cette étude par les services de l'Etat étant de 250 000 € HT, soit un montant supérieur au seuil de 214 000 € HT. La procédure formalisée devra par conséquent être conservée quand bien même l'ouverture des plis révélerait un ou des propositions inférieures à ce seuil, d'où la nécessité aujourd'hui de recourir à une Commission d'appel d'offres chargée d'analyser les offres et d'émettre un avis en vue d'attribuer le marché. Par ailleurs, par anticipation, dans le cadre des délégations que lui avait confiées le Conseil municipal, M le Maire avait sollicité une subvention sur les conseils des services préfectoraux, par voie d'arrêté n°506 daté du 24 octobre 2019, auprès de l'Agence régionale de santé au taux le plus élevé possible.

Après en avoir débattu, à l'unanimité, l'assemblée décide de créer une CAO ponctuelle « IEM des Mines d'Argent » chargée de désigner l'attributaire du marché d'étude.

Dans les communes de 1 000 habitants et plus, l'expression du pluralisme des élus au sein de l'assemblée communale est garantie, dans les CAO, par l'élection à la représentation proportionnelle au plus fort reste des membres appelés à y siéger aux côtés du maire ou de son représentant. Il y a lieu d'élire les suppléants sur la même liste que les titulaires.

Conformément au code général des collectivités territoriales, le maire peut être représenté par un ou plusieurs adjoints à qui il aura préalablement délégué par arrêté une partie de ses fonctions.

Le scrutin est secret sauf si l'assemblée décide à l'unanimité de ne pas y recourir.

Après en avoir débattu, à l'unanimité, l'assemblée décide de ne pas recourir au scrutin secret et de procéder à ces désignations (cinq titulaires et cinq suppléants).

M le Maire informe qu'une liste a été bâtie après que les deux listes d'opposition ont été consultées. Il fait appel pour connaître la candidature éventuelle d'une autre liste. Aucune autre liste n'est proposée.

Considérant qu'une seule liste a été présentée après appel à candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste dont M le Maire donne lecture :

Titulaires : Bertrand Devineau, Pascal Brunet, Floriane Gicquiaud, Bruno Herbout, Jérôme Texier
Suppléant.es : Hélène Dallaud, Christophe Chauvet, Sarah Klingler, Sylvain Puteaux, Cathy Suire

De plus, après en avoir débattu, à l'unanimité, l'assemblée autorise M le Maire à signer le marché d'études « Interprétation de l'Etat des Milieux (IEM) des Mines d'Argent des Rois francs » sur la base de l'avis conforme que la CAO ponctuelle sera amenée à formuler.

D094- Création d'emplois permanents à temps plein

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique.

Considérant que les besoins du service nécessitent la création des emplois permanents suivants, après en avoir débattu, à l'unanimité, l'assemblée décide :

- de créer un emploi permanent à temps complet à compter du 1^{er} octobre 2020 au Pôle Patrimoine végétal, de décider que cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des adjoints techniques relevant de la catégorie hiérarchique C, de dire que l'agent affecté à cet emploi sera notamment chargé des fonctions suivantes : élagage et entretien des espaces verts de la commune nouvelle de Melle ;
- de créer un emploi permanent à temps complet à compter du 1^{er} octobre 2020 au Pôle Patrimoine bâti, de décider que cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des adjoints techniques relevant de la catégorie hiérarchique C, de dire que l'agent affecté à cet emploi sera notamment chargé des fonctions suivantes : Plomberie/chauffage de la commune nouvelle de Melle ;
- de dire qu'en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, la commune pourra recruter, en application de l'article 3-2 de la loi du 26 janvier 1984 précitée, un agent contractuel de droit public pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire. Le contrat serait alors conclu pour une durée déterminée d'un an. Il pourra être prolongé, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année.

Par ailleurs, dans le cadre d'une mobilité interne, à l'unanimité, l'assemblée décide :

- de créer un emploi permanent à temps complet à compter du 1^{er} octobre 2020 au Pôle Patrimoine VRD-Logistique,
- de dire que cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des adjoints techniques relevant de la catégorie hiérarchique C, que l'agent affecté à cet emploi sera notamment chargé des fonctions suivantes : tâches polyvalentes (conduite navette, assistance électricité/chauffage) de la commune nouvelle de Melle ;

A l'unanimité, l'assemblée décide :

- de dire que la rémunération et le déroulement de la carrière correspondront aux cadres d'emplois concernés ;
- d'habiliter M le Maire à recruter pour pourvoir ces emplois ;
- de dire que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés seront inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet.

D095- Plan de relance du Conseil Départemental de soutien à l'investissement local « 1 000 chantiers à 10 000 € » : autorisation de dépôt d'une candidature pour cinq projets et demande de subvention

Du fait du contexte post-covid difficile pour l'économie, le Conseil Départemental a mis en place un plan de relance de soutien à l'investissement local de 5 millions d'euros. Sont éligibles les travaux d'investissement contribuant à la valorisation du cadre de vie, tels que la rénovation et l'entretien d'équipements scolaires et péri-scolaires, sportifs, culturels, voirie et espaces extérieurs. Compte tenu de sa tranche de population comprise entre 1 501 et 7 000 habitants, Melle a la possibilité de déposer cinq demandes de financement avant le 16 octobre 2020. Les travaux devront être terminés d'ici le 31 décembre 2020.

Au regard de ces éléments, cinq projets sont proposés dans la cadre du plan de relance :

Projet n° 1/ la réfection et la mise aux normes PMR (Personnes à mobilité réduite) d'une salle de bain, dans un logement locatif situé n°2 Lotissement de Bel Air à Paizay-le-Tort (douche, peinture, carrelage), étant entendu que le locataire de ce logement est une personne à mobilité réduite ;

Projet n°2/ la réfection et la mise aux normes PMR d'une salle de bain, dans un deuxième logement locatif, situé La Bouchonnerie à Paizay-le-Tort (douche, peinture, carrelage) ;

Projet n° 3/ la réfection de l'éclairage public de l'église Saint-Pierre, à Melle, classée au titre des Monuments Historiques : il s'agira de remplacer l'éclairage détérioré et de profiter de cette opportunité pour réaliser des économies d'énergie grâce à un éclairage led ;

Projet n° 4/ la réfection de l'éclairage public de l'église Saint-Hilaire, à Melle, classée au titre des Monuments Historiques et au patrimoine mondial par l'Unesco : il s'agira de remplacer l'éclairage détérioré et de profiter de cette opportunité pour réaliser des économies d'énergie avec un éclairage led ;

Projet n° 5/ le remplacement de la chaudière de la salle des fêtes Jacques Prévert, à Melle : il s'agira de remplacer la chaudière obsolète et de profiter de cette opportunité pour réaliser des économies d'énergie grâce à une chaudière plus performante et moins énergivore.

Chacun de ces projets est éligible au plan départemental de relance et de soutien à l'investissement local.

Le coût prévisionnel de l'ensemble de ces projets s'élève à 51 313 € HT soit 61 576€ TTC.

| | Coût | | Financement | |
|------------|------------|----------|-------------|----------|
| | Montant HT | soit TTC | Département | Commune |
| Projet n°1 | 10 315 € | 12 378 € | 5 000 € | 7 378 € |
| Projet n°2 | 10 066 € | 12 079 € | 5 000 € | 7 079 € |
| Projet n°3 | 10 180 € | 12 216 € | 5 000 € | 7 216 € |
| Projet n°4 | 10 569 € | 12 683 € | 5 000 € | 7 683 € |
| Projet n°5 | 10 183 € | 12 220 € | 5 000 € | 7 220 € |
| TOTAL | 51 313 € | 61 576 € | 25 000 € | 36 576 € |

Après en avoir débattu, à l'unanimité, l'assemblée :

- approuve les projets ci-dessus présentés,

- autorise M le Maire à déposer une demande de financement auprès du Conseil Départemental des Deux-Sèvres au titre du plan de relance à l'investissement local « 1 000 chantiers à 10 000 € », dans la limite du plafond de 5 000 € par projet.

D096- Construction d'un club house au stade du Pinier à Melle : nouvelle demande de subvention auprès du Fonds d'aide au football amateur (FAFA)

Le projet consiste en la construction d'un club house au stade du Pinier d'une surface d'environ 100 m², composé d'une grande salle d'accueil du public, d'un petit espace cuisine et d'un sanitaire accessibles aux Personnes à mobilité réduite. La ville est le maître d'ouvrage de l'ensemble des travaux. Le club de football réalisera, dans le cadre d'un chantier de bénévoles, des travaux de finition (peinture et pose de carrelage).

Par sa délibération n°37 du 4 mars 2020, l'assemblée a attribué le marché de travaux de construction du club house comme suit :

LOT 1 – VRD aménagements extérieurs :

Entreprise STPM, domiciliée, à Mardre, 79500 Melle, commune déléguée de Saint-Léger-de-la-Martinière, pour un montant de 11 739,47 € HT.

LOT 2 – Démolition-terrassement-maçonnerie :

Entreprise STPM, domiciliée, à Mardre, 79500 Melle, commune déléguée de Saint-Léger-de-la-Martinière, pour un montant de 39 406,81 € HT €.

LOT 3 – Ravalement de façade :

Entreprise Dubreuil, domiciliée, 17, rue des Justices, 79150 Voulmentin, pour un montant de 3 931,65 € HT.

LOT 4 – Charpente-couverture-fermetures :

Entreprise Pougnaud, domiciliée, ZA Nord, 65, route de Vitré, 79370 Celles-sur-Belle, pour un montant de 30 484,11 € HT.

LOT 5 – Menuiseries extérieures – fermetures :

Entreprise Pougnaud, domiciliée, ZA Nord, 65, route de Vitré, 79370 Celles-sur-Belle, pour un montant de 11 537,18 € HT.

LOT 6 – Cloisons sèches-plafonds-menuiseries intérieures :

Entreprise CSI Bâtiment, domiciliée, 23, rue Blaise Pascal, 79000 Niort, pour un montant de 11 318,38 € HT.

LOT 7 – Isolation au sol-chape fluide :

Entreprise Bourdeau Daniel, domiciliée, ZA Bel Air, 79370 Verrines-sous-Celles, pour un montant de 4 137,50 € HT.

LOT 8 – Electricité-chauffage-ventilation :

Entreprise Seguin et fils, domiciliée, 43, route de Poitiers, 79500 Melle, commune déléguée de Saint-Léger-de-la-Martinière, pour un montant de 9 580,50 € HT.

LOT 9 – Plomberie-sanitaires :

Entreprise Seguin et fils, domiciliée, 43, route de Poitiers, 79500 Melle, commune déléguée de Saint-Léger-de-la-Martinière, pour un montant de 2 457,10 € HT.

Le coût de travaux après analyse des offres s'élève à 124 592,70 € HT.

Par délibération n°4 du 17 janvier 2018, le conseil municipal de la commune déléguée de Melle avait autorisé M le Maire à solliciter une subvention auprès du Fonds d'aide au football amateur (FAFA) : une subvention a été notifiée à la commune d'un montant de 20 000 €.

Cependant, le délai de mobilisation de la subvention étant dépassé, malgré une première prolongation, après en avoir débattu, à l'unanimité, l'assemblée autorise M le Maire à déposer une nouvelle demande de subvention auprès du FAFA, pour le même objet, au taux le plus élevé possible. En complément, M le Maire informe qu'il déposera une demande de DETR 2020 auprès de l'Etat dans le cadre des délégations que l'assemblée lui a confiées.

D097- Renouvellement de matériel informatique à la médiathèque : demande d'aide à l'équipement mobilier et informatique des bibliothèques auprès du Département dans le cadre de son programme 2020-2022

La médiathèque a été informatisée en 1993 pour la première fois. Son parc informatique actuel est âgé de plus de 10 ans : son âge limite le bon fonctionnement informatique. Afin de poursuivre la dynamique de développement de la médiathèque et de répondre au mieux à la demande du public, il est nécessaire d'adapter les outils aux besoins d'aujourd'hui. A ce titre, il est proposé de changer le serveur, l'ensemble des postes informatiques et tablettes, ainsi que l'imprimante. Le coût prévisionnel de l'ensemble s'élève à 15 500 € HT, soit 18 600€ TTC.

Une ligne de crédit est inscrite dans le budget 2020 pour ce projet de renouvellement complet du parc informatique à la médiathèque.

Une participation financière du Conseil Départemental des Deux-Sèvres, au titre de l'aide à l'équipement mobilier et informatique des bibliothèques 2020-2022, est mobilisable, entre 20% et 50% des dépenses éligibles, avec un plafond à hauteur de 7 500 €.

Une aide complémentaire auprès de l'Etat, au titre de l'aide aux investissements des bibliothèques territoriales (DGD) est mobilisable et sera réalisée par le biais d'une décision du Maire, dans le cadre de la délégation n°4 délibérée par le Conseil municipal le 25 mai 2020.

Le plan prévisionnel de financement s'établirait donc comme suit :

| | |
|--|----------|
| Conseil Départemental des Deux-Sèvres (50% des dépenses HT) | 7 500 € |
| Aide de l'État aux investissements des bibliothèques territoriales - DGD (30% des dépenses HT) | 4 650 € |
| Autofinancement | 6 450 € |
| Total | 18 600 € |

Après en avoir débattu, à l'unanimité, l'assemblée autorise M le Maire à déposer une demande de financement auprès du Conseil Départemental des Deux-Sèvres au titre de l'aide à l'équipement mobilier et informatique des bibliothèques 2020-2022, à hauteur de 7 500 €.

M le Maire indique qu'il déposera une demande de subvention complémentaire auprès de l'Etat dans le cadre des délégations que l'assemblée lui a confiées.

D098- Fourniture et acheminement de gaz naturel : adhésion à l'offre d'achat groupé de l'UGAP gaz avec effet au 1er juillet 2021

Contexte réglementaire :

Directive européenne n° 2003/55/CE du 26 juin 2003 concernant les règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel ;

Loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie ;

Code des marchés publics, et notamment ses articles 9 et 31.

La ville de Melle se situe parmi les consommateurs de gaz naturel non résidentiels dont le niveau de consommation est supérieur à 200 MWh/an : elle ne peut donc pas prétendre à des tarifs réglementés proposés par les fournisseurs historiques.

Plutôt qu'engager séparément une consultation pour la conclusion d'un marché avec un fournisseur de gaz, par ses délibérations n°113 du 3 septembre 2014 et 131 du 25 octobre 2017, il était apparu plus

favorable au conseil municipal de la commune déléguée de Melle de prendre part à la solution d'achat groupé proposée par la centrale d'achat public UGAP. Outre la sécurité technique et juridique que garantit l'intervention de l'UGAP, le volume que représentent les acheteurs publics des trois sphères publiques (Etat, hôpitaux et collectivités territoriales) regroupés par l'UGAP, permet d'obtenir des prix plus bas sur le prix du gaz. En application de l'article 31 du Code des Marchés Publics, les souscripteurs à l'offre de l'UGAP sont exonérés des procédures de mise en concurrence.

Les commune déléguées de Mazières sur Béronne, Paizay le Tort et St Martin lès Melle ne disposent pas de gaz de ville. Le contrat de gaz de St Léger de la Martinière a été rattaché à celui de Melle.

Pour la Commune nouvelle de Melle, le volume estimé est de 1 600 MWh par an pour environ 27 points de livraison.

L'engagement de la collectivité porte sur la participation à la consultation UGAP à savoir : communication à l'UGAP de l'ensemble des informations sur les contrats actuels et signature d'un marché avec le prestataire retenu par l'UGAP à l'issue de sa consultation. Le marché sera ensuite exécuté par la collectivité pour une durée de quatre ans. Le prix du fournisseur sera applicable aux nouveaux équipements qui seront mis en service durant cette période.

Pour information, l'UGAP, établissement public d'Etat, se rémunère auprès des fournisseurs sur la base de 0,7% du montant de la facture.

Après en avoir débattu, à l'unanimité, l'assemblée approuve le recours à l'UGAP pour l'achat de gaz naturel pour la période du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2025 et autorise M le Maire à prendre toutes mesures d'exécution de la présente délibération.

D099- Centrale éolienne de production d'électricité Champs Paille sur les communes de Lezay et St Vincent la Châtre : avis

La société CEPE Champs Paille dont le siège social est à Avignon a déposé une demande d'autorisation environnementale auprès de la Préfecture relative à son projet d'exploitation d'un parc éolien sur les communes de Lezay et St Vincent la Châtre. M le Préfet a prescrit une enquête publique de 33 jours à compter du 14 septembre.

Le projet consiste en l'implantation de six éoliennes, de deux postes de livraison d'une emprise au sol de 64 m², de la création ou renforcement de 4 610 ml de pistes, de la création de plateformes et de zones de stationnement, de liaisons électriques entre les éoliennes et de la connexion du parc aux postes de livraison.

En tant que commune concernée par le rayon d'affichage (6 km), Melle est appelée à formuler son avis sur la demande d'autorisation.

Après en avoir débattu, à l'unanimité moins une abstention, l'assemblée décide de rendre un avis négatif sur la demande d'autorisation présentée.

D100- Subventions de fonctionnement 2020 aux associations : suite de la délibération n°69 du 1^{er} juillet 2020

Par sa délibération n°69 du 1^{er} juillet 2020, l'assemblée a décidé d'attribuer une subvention de fonctionnement 2020 à 27 associations.

Dans cette continuité, après en avoir débattu, à l'unanimité, l'assemblée décide d'attribuer une subvention de fonctionnement 2020 de 500 € à l'association Les Ateliers de la simplicité, sur proposition de la Commission Culture, éducation populaire, jeunesse.

D101- Représentation de la ville dans les différentes instances (suite)/Gestion du personnel : désignation d'un délégué local au Comité national d'action sociale (CNAS)

Considérant l'article 70 de la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale (*l'assemblée délibérante de chaque collectivité territoriale ou le conseil d'administration d'un établissement public local détermine le type des actions et le montant des dépenses qu'il entend engager*

pour la réalisation des prestations prévues à l'article 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre) ;

Considérant l'article 71 de la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale (*liste des dépenses obligatoires fixée par le code général des collectivités territoriales en prévoyant que les dépenses afférentes aux prestations sociales ont un caractère obligatoire pour les communes*) ;

Considérant l'article 25 de la loi n°2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale (*Les collectivités locales et leurs établissements publics peuvent confier à titre exclusif la gestion de tout ou partie des prestations dont bénéficient les agents à des organismes à but non lucratif ou à des associations nationales ou locales régies par la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association*) ;

Le Comité pour les loisirs et la culture (CPLC) est une association à but non lucratif créée en 1979 par la commune déléguée de Melle pour instituer, en faveur du personnel, toutes les aides jugées opportunes : financières, matérielles ou culturelles. Le bureau de ce Comité est composé de représentants des organisations syndicales élus par les adhérents lors de leur Assemblée Générale du 20 février 2020.

Le Comité national d'action sociale (CNAS) est une association à but non lucratif, créée en 1967, dont le siège est à Guyancourt (Yvelines). Son objet porte aussi sur l'action sociale des personnels de la fonction publique territoriale.

Avant la création de la commune nouvelle, la commune de Melle était adhérente au CPLC, les quatre autres communes déléguées au CNAS.

Considérant que ces deux formes d'action sociale pour les agents ont été mises en place par délibération du conseil municipal du 23 janvier 2019 sur la commune nouvelle,

Après en avoir débattu, à l'unanimité, l'assemblée :

- désigne M Bertrand Devineau « délégué local des élus » notamment pour représenter la commune de Melle au sein du CNAS ;
- dit que M le Maire procédera à la désignation parmi les membres du personnel bénéficiaire du CNAS d'un « délégué local des agents » pour représenter la commune de Melle au sein du CNAS ainsi que d'un agent « correspondant du CNAS » en tant que relais de proximité entre le CNAS, la commune et les bénéficiaires.

D102- Commission municipale pour l'accessibilité aux personnes handicapées : composition

L'article L2143-3 du Code général des collectivités territoriales dispose que dans les communes de 5 000 habitants et plus, une commission pour l'accessibilité est créée composée de représentants de la commune, d'associations ou d'organismes représentant les personnes handicapées pour tous les types de handicap, d'associations ou organismes représentant les personnes âgées, de représentants des acteurs économiques ainsi que de représentants d'autres usagers de la ville. Le Maire préside la commission et en arrête la liste des membres.

La commission dresse le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports. Elle détaille l'accessibilité aux personnes handicapées ou à mobilité réduite, en fonction du type de handicap, des principaux itinéraires et cheminements dans un rayon de deux cents mètres autour des points d'arrêt prioritaires au sens de l'article L 1112-1 du code des transports. Elle établit un rapport annuel présenté en conseil municipal et fait toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant

Johnny Bertrand, élu intéressé, ne prend pas part au vote.

Après en avoir débattu, à l'unanimité à l'assemblée de décider la création d'une commission municipale pour l'accessibilité aux personnes handicapées composée de 12 membres

M le Maire informe qu'il prendra prochainement un arrêté décidant d'accueillir dans cette commission les personnes suivantes :

Associations d'usagers :

Bernard Jouineau pour Les Aînés ruraux de Melle

Emmanuelle Juton pour le Centre socioculturel du Mellois

Associations représentant les personnes handicapées :

Pierre Styblinski pour l'ADAPEI 79

Marc Fleury et Bernard Vigier pour l'Association des paralysés de France

Commerçant : Frédéric Derré

Conseil municipal de Melle :

Sylvain Griffault, Véronique Bassereau, Virginie Boursier, Hélène Dallaud, Christophe Labrousse, Fabienne Manguy, Muriel Sabourin-Benelhadj.

Questions diverses

- ✓ Cathy Suire évoque sa participation à l'assemblée générale de l'association régionale des Petites cités de caractère qui regroupent 30 cités en Nouvelle Aquitaine dont 10 dans les Deux-Sèvres. Alain Delage, ancien maire de La Mothe-Saint-Héray et président sortant a été réélu.
- ✓ Floriane Gicquiaud à propos du SERTAD : L'assemblée délibérante du SERTAD regroupe 29 membres en exercice dont 12 pour les communes de la Communauté de communes Mellois en Poitou. Le SERTAD œuvre sur cinq points de captage. Il rend potable 800 m3 d'eau brute par heure et dessert 21 000 compteurs. L'eau distribuée à Melle provient de la Touche Poupard mélangée avec d'autres pour en améliorer la qualité. Daniel Jolly est le nouveau président. Sept Vice-présidents ont été élus dont Floriane Gicquiaud en charge de la qualité de l'eau brute.
- ✓ Floriane Gicquiaud à propos du SYMBO qui a regroupé six anciens syndicats en une seule entité : il exerce la compétence Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) notamment, anime le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), gère des ouvrages hydrauliques. Frédéric Emard vient d'en être réélu président. Il est entouré de sept Vice-président dont Philippe Caclin pour les Deux-Sèvres. Floriane Gicquiaud est pour sa part vice-présidente de la commission géographique « Boutonne amont ».
- ✓ Christian Lusseau indique qu'un compte-rendu de la conférence sur les circuits courts organisée dans le cadre de la Commission Attractivité et dynamisme économique sera prochainement diffusé. Il regrette que la conférence n'ait pas rassemblé plus de monde.
- ✓ Béatrice Courtin rappelle la tenue de l'Assemblée citoyenne le 17 octobre, salle Jacques Prévert à Melle de 14h30 à 16h30 organisée par les membres de la Commission Vie citoyenne. L'objectif est d'amener les habitants à être partie prenante des réflexions autour des projets municipaux. Cette assemblée s'adresse à toutes les personnes qui ont un lien avec la commune (familial, professionnel, de loisirs ...). Les conseillers municipaux sont invités à y assister pour entendre les débats sans y participer activement (il convient de laisser la parole aux habitants) et seconder l'équipe organisatrice dans la mise en œuvre.
- ✓ Lors de la séance du 2 septembre, par sa délibération n° 83, l'assemblée a statué en faveur d'une compensation des pertes de revenus des élus, générées par le recours aux autorisations d'absence

et crédits d'heures. La question a été posée du cas d'élus non salariés et de leur façon de justifier leur perte de revenus.

Réponse : Le Journal officiel du Sénat du 17 décembre 1998 (page 4017) dispose que l'article L. 2123-2 du Code général des collectivités territoriales s'applique aux seuls élus municipaux qui exercent une activité professionnelle salariée et qui ne reçoivent pas d'indemnités de fonction. Les élus artisans, commerçants, agriculteurs, professions libérales ne sont donc pas concernés.

- ✓ Commission de contrôle des listes électorales : proposition au préfet
La réforme des listes électorales est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2019, avec mise en place dans chaque commune d'une commission de contrôle des listes électorales.
La commission chargée des inscriptions et des radiations sur la liste électorale n'existe plus. Le maire détient désormais la compétence des inscriptions et des radiations. Toutefois, un contrôle des décisions du maire pourra être effectué a posteriori.
La commission de contrôle statue sur les recours administratifs préalables et s'assure de la régularité de la liste électorale.

La composition de la commission dépend du nombre de listes élues lors du dernier renouvellement et de l'ordre du tableau. De plus, les conseillers doivent être volontaires.

A Melle où trois listes ont obtenu des sièges au conseil municipal, la commission est composée :

- de trois conseillers municipaux appartenant à la liste majoritaire, pris dans l'ordre du tableau parmi les membres prêts à participer aux travaux de la commission ;
- de deux conseillers municipaux appartenant respectivement à la deuxième et à la troisième listes ayant obtenu le plus grand nombre de sièges, pris dans l'ordre du tableau parmi les membres prêts à participer aux travaux de la commission.

Le maire, les adjoints titulaires d'une délégation et les conseillers municipaux titulaires d'une délégation en matière d'inscription sur la liste électorale ne peuvent siéger au sein de la commission.

Les membres de la commission sont nommés par arrêté du préfet, pour une durée de trois ans, et après chaque renouvellement intégral du conseil municipal. Le maire transmet au préfet la liste des conseillers municipaux prêts à participer aux travaux de la commission. La commission de contrôle se réunit au moins une fois par an et, en tout état de cause, entre le 24^e et le 21^e jour avant chaque scrutin.

M le Maire informe qu'il va proposer à M le Préfet la liste suivante :

Titulaires : Bruno Herbout, Virginie Boursier, et Kévin Logette pour la majorité ; Muriel Sabourin-Benelhadj et Véronique Bassereau (Eliard) pour l'opposition ;

Suppléant.es : Liliane Coutineau, Line Billaud, Pierre Ouvrard et Jean-François Simioni, pour la majorité ; Jean-Christophe Pénigaud pour l'opposition.

- ✓ Le Conseil municipal se réunira mercredi 21 octobre à 20h salle du Tapis Vert à Melle, la superficie de la salle du conseil municipal de la mairie de Melle ne permettant pas d'assurer le respect des distances physiques entre les participants.

La séance est levée à 23h30.

Sylvain Puteaux



Secrétaire de séance

Sylvain Griffault



Maire

Information/ Budgets prévisionnels 2020

Budget annexe Lotissements

| | MZ - Charzay | ML-Fosse aux chevaux | SL-Les deux étangs | SM-La Fautivère | TOTAL |
|---|------------------|----------------------|--------------------|-------------------|---------------------|
| FONCTIONNEMENT | DÉPENSES | | | | |
| Achat d'études, prestations et travaux | | | 170 000,00 | 264 330,61 | 434 330,61 |
| Variation du stock (= stock en début d'année) | 86 966,99 | 1 042 593,42 | 25 714,78 | 88 584,58 | 1 243 859,77 |
| Virement en investissement | | | | | 710 347,39 |
| DEPENSES votées | 86 966,99 | 1 042 593,42 | 195 714,78 | 352 915,19 | 2 388 537,77 |
| DEPENSES réalisées au 31 août 2020 | 5 628,83 | | | 9 575,82 | 15 204,65 |

| FONCTIONNEMENT | RECETTES |
|---|---------------------|
| Résultat reporté | 710 347,39 |
| Vente de terrains aménagés | 0,00 |
| Variation du stock (= stock en début d'année) | 1 678 190,38 |
| RECETTES votées | 2 388 537,77 |
| RECETTES réalisées au 31 août 2020 | 0,00 |

Budget annexe Lotissements

| INVESTISSEMENT | DÉPENSES |
|---|---------------------|
| Résultat reporté | 376 016,78 |
| Intégration du stock final | 1 678 190,38 |
| DEPENSES votées | 2 054 207,16 |
| DEPENSES réalisées au 31 août 2020 | 0,00 |

| | MZ - Charzay | ML-Fosse aux chevaux | SL-Les deux étangs | SM-La Faitivère | TOTAL |
|--|------------------|----------------------|--------------------|------------------|---------------------|
| INVESTISSEMENT | RECETTES | | | | |
| Stock de terrains en cours (= <i>stock initial</i>) | 86 966,99 | 1 042 593,42 | 25 714,78 | 88 584,58 | 1 243 859,77 |
| Prélèvement sur fonctionnement | | | | | 710 347,39 |
| Avance du Budget général | | | | | 100 000,00 |
| RECETTES votées | 86 966,99 | 1 042 593,42 | 25 714,78 | 88 584,58 | 2 054 207,16 |
| RECETTES réalisées au 31 août 2020 | | | | | 0,00 |

Budget annexe Energies renouvelables

| FONCTIONNEMENT - DÉPENSES | | BP 2020 | Réalisé au 31/08 |
|---------------------------|-----------------------------------|------------------|------------------|
| 6137 | Redevance droits de passage | 700,00 | 532,60 |
| 6156 | Maintenance/contrôles électriques | 2 000,00 | |
| 023 | Virement en investissement | 18 439,98 | |
| TOTAL | | 21 139,98 | 532,60 |

| FONCTIONNEMENT - RECETTES | | BP 2020 | Réalisé au 31/08 |
|---------------------------|------------------------------------|------------------|------------------|
| 002 | Excédent de fonctionnement reporté | 13 139,98 | |
| 707 | Vente d'électricité | 8 000,00 | 4 178,77 |
| TOTAL | | 21 139,98 | 4 178,77 |

Budget annexe Energies renouvelables

| INVESTISSEMENT - DÉPENSES | | BP 2020 | Réalisé au 31/08 |
|---------------------------|-------------------------|------------------|------------------|
| 215 | Tranche 2 (AMO + frais) | 6 500,00 | 4 550,00 |
| | Tranche 2 (travaux) | 60 000,00 | |
| TOTAL | | 66 500,00 | 4 550,00 |

| INVESTISSEMENT - RECETTES | | BP 2020 | Réalisé au 31/08 |
|---------------------------|---------------------------------------|------------------|------------------|
| 001 | Excédent antérieur reporté | 12 743,55 | |
| 1312 | Subvention Région (tranche 1) | | 30 000,00 |
| 1678 | Avance remboursable du Budget général | 35 316,47 | 35 316,47 |
| 021 | Prélèvement sur fonctionnement | 18 439,98 | |
| TOTAL | | 66 500,00 | 65 316,47 |

Budget général - Fin2019:

**Excédent cumulé de la section de
fonctionnement =**

+3 367 553,98 €

**Besoin de financement
d'investissements engagés =**

914 925,41 €

**Solde positif final 2 452 628,57€ =
maintenu en section de fonctionnement.**

Budget général

Section de fonctionnement

| Dépenses | Recettes |
|-----------------------|-----------------------|
| 8 824 518,57 € | 8 824 518,57 € |

Section d'investissement

| Dépenses | Recettes |
|-----------------------|-----------------------|
| 5 846 886,06 € | 5 846 886,06 € |

Budget général

| | FONCTIONNEMENT - DÉPENSES | BP 2020 | Réalisé au 31 août 20 | CA20 /BP20 |
|--|--------------------------------|---------------------|--------------------------|---------------|
| 011 - CHARGES A CARACTERE GENERAL | | 2 406 370,00 | 746 157,76 | 31% |
| 60 | ACHATS ET VARIATION DES STOCKS | 678 400,00 | 420 787,66 | 1 |
| 61 | SERVICES EXTÉRIEURS | 1 355 500,00 | 241 761,05 | 2 |
| 62 | AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS | 303 150,00 | 82 720,90 | 3 |
| 63 | IMPÔTS TAXES ET VERSEMENTS | 69 320,00 | 888,15 | 4 |

| | |
|---|---|
| 1 | <i>Energies/fluides, carburant, produits d'entretien, livres médiathèque, fournitures de petit équipement, fournitures administratives, divers autres</i> |
| 2 | <i>Prestations de service, locations mobilières et immobilières, entretien et réparation de bâtiments et de terrains, entretien des véhicules, assurances, documentation, divers autres</i> |
| 3 | <i>Honoraires, fêtes et cérémonies, déplacements, frais de réception, communication, affranchissement, téléphone, cotisations, divers autres</i> |
| 4 | <i>Impôts et taxes sur le patrimoine et les véhicules</i> |

Budget général

Faible exécution de deux types de dépenses de fonctionnement :

| | | Prévision | Réalis° au 31/08 | |
|----|-------------------------|------------|---------------------|-------|
| 61 | Entretien des batiments | 128 000,00 | 25 875,29 | 20,2% |
| 61 | Entretien des voiries | 550 000,00 | 15 243,78 | 2,8% |

Budget général

| | | | | |
|----------------------------|----------------------------|--------------|--------------|-----|
| 012 - CHARGES DE PERSONNEL | | 2 497 900,00 | 1 593 002,61 | 64% |
| 62 | SERVICES EXTÉRIEURS | 38 000,00 | 29 521,22 | 5 |
| 63 | IMPÔTS TAXES ET VERSEMENTS | 36 920,00 | 20 816,83 | 6 |
| 64 | CHARGES DE PERSONNEL | 2 422 980,00 | 1 542 664,56 | 7 |

| | |
|---|--|
| 5 | <i>Recours personnel remplaçant (AIPM par ex.)</i> |
| 6 | <i>Cotisations au Fonds national d'aide au logement + au Centre de gestion</i> |
| 7 | <i>Salaires brutes et charges patronales, versement aux œuvres sociales, médecine du travail</i> |

| | | | | |
|--|--|------------|------------|-----|
| 014 - ATTENUATION DE PRODUITS | | 1 000,00 | 158,00 | 16% |
| 65 - AUTRES CHARGES GESTION COURANTE | | 302 700,00 | 224 956,42 | 74% |
| <i>Indemnités et cotisations élus, sub versées, autres</i> | | | | |

| | | | | |
|----------------------------|--|---------------------|---------------------|------------|
| DÉPENSES DE GESTION | | 5 207 970,00 | 2 564 274,79 | 49% |
|----------------------------|--|---------------------|---------------------|------------|

Budget général

| | | | | |
|----------------------------|--|---------------------|---------------------|------------|
| DÉPENSES DE GESTION | | 5 207 970,00 | 2 564 274,79 | 49% |
|----------------------------|--|---------------------|---------------------|------------|

| | | | | |
|---|-------------------------|-----------|-----------|-----|
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 95 812,30 | 82 181,13 | 86% |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 77 000,00 | 23 614,48 | 31% |
| <i>Subv° excptnnelles, titres annulés</i> | | | | |

| | | | | |
|-------------------------|--|---------------------|---------------------|------------|
| DÉPENSES REELLES | | 5 380 782,30 | 2 670 070,40 | 50% |
|-------------------------|--|---------------------|---------------------|------------|

| | | | |
|-----|-----------------------------------|--------------|------------|
| 68 | DOTATION AUX AMORTISSEMENTS | 553 300,00 | 552 264,36 |
| 022 | DÉPENSES IMPRÉVUES | 374 533,67 | |
| 023 | VIREMENT À SECTION INVESTISSEMENT | 2 515 902,60 | |

| | | | |
|-----------------------------------|--|---------------------|---------------------|
| DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT | | 8 824 518,57 | 3 222 334,76 |
|-----------------------------------|--|---------------------|---------------------|

Budget général

| | FONCTIONNEMENT - RECETTES | BP 2020 | Réalisé au 31 août 20 | CA20 /BP20 |
|----|---|---------------------|--------------------------|---------------|
| 13 | ATTENUATION DE CHARGES | 102 300,00 | -232,89 | 0% |
| | <i>Remboursements sur rémunération de personnel</i> | | | |
| 70 | PRODUITS SERVICES | 161 500,00 | 78 353,13 | 49% |
| | <i>Concessions, médiathèque, billetteries, mise à dispos° de prsnl</i> | | | |
| 73 | IMPOTS ET TAXES | 3 653 000,00 | 2 404 283,39 | 66% |
| | <i>FDL, Droits de place, TCFE, taxe add droits de mutation, AC, ...</i> | | | |
| 74 | DOTATIONS ET PARTICIPATIONS | 1 969 180,00 | 1 442 200,55 | 73% |
| | <i>Etat, Région, Département, FCTVA</i> | | | |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 430 000,00 | 255 499,49 | 59% |
| | <i>Revenus des immeubles</i> | | | |
| | TOTAL GESTION DES SERVICES | 6 315 980,00 | 4 180 103,67 | 66% |

Budget général

| | | | | | | | |
|--|----------------------------|--|--------------|-----------|---------------------|---------------------|------------|
| TOTAL GESTION DES SERVICES | | | | | 6 315 980,00 | 4 180 103,67 | 66% |
| 76 | PRODUITS FINANCIERS | | 0,00 | 47,50 | #DIV/0! | | |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | | 25 000,00 | 3 079,01 | 12% | | |
| RECETTES REELLES | | | | | 6 340 980,00 | 4 183 230,18 | 66% |
| 42 | TRANSFERT ENTRE SECTIONS | | 30 910,00 | 10 903,06 | 35% | | |
| <i>Travaux en régie, amortissement des subventions perçues</i> | | | | | | | |
| 002 | EXCEDENT ANTERIEUR REPORTÉ | | 2 452 628,57 | | | | |
| TOTAL FONCTIONNEMENT RECETTES | | | | | 8 824 518,57 | 4 194 133,24 | |

Budget général

| | INVESTISSEMENT - DÉPENSES | BP 2020 | Réalisé au 31/08 |
|-----|--------------------------------------|---------------------|-----------------------------|
| | OPERATIONS NON AFFECTEES | 527 896,06 | 522 711,76 |
| 16 | Remboursement capital et cautions | 396 000,00 | 396 492,23 |
| 27 | Avance remboursable au CCAS | 0,00 | 40 000,00 |
| 27 | Avance remboursable aux BA | 100 986,06 | 75 316,47 |
| 040 | Amortissement des subventions | 10 910,00 | 10 903,06 |
| 040 | Travaux en régie | 20 000,00 | 0,00 |
| | OPERATIONS AFFECTEES | 5 318 990,00 | 626 690,61 |
| | TOTAL INVESTISSEMENT DÉPENSES | 5 846 886,06 | 1 149 402,37 |

Budget général

| | INVESTISSEMENT - RECETTES | BP 2020 | Réalisé au 31/08 |
|-----|---------------------------------------|---------------------|-----------------------------|
| | OPERATIONS NON AFFECTEES | 4 492 583,06 | 1 503 890,34 |
| 10 | Excédent de fonctionnement capitalisé | 914 925,41 | 914 925,41 |
| | Excédent antérieur reporté | 118 387,59 | |
| 10 | FCTVA | 358 500,00 | |
| 10 | Taxe d'aménagement | 31 374,00 | 35 079,25 |
| 16 | Cautions | 193,46 | 1 621,32 |
| 28 | Amortissements des immos | 553 300,00 | 552 264,36 |
| 021 | Prélèvement sur fonctionnement | 2 515 902,60 | |
| | OPERATIONS AFFECTEES | 1 354 303,00 | 10 932,00 |
| | TOTAL INVESTISSEMENT RECETTES | 5 846 886,06 | 1 514 822,34 |

Budget général

| INVESTISSEMENT - DÉPENSES | BP 2020 | Réalisé au 31/08 |
|----------------------------------|---------------------|-----------------------------|
| OPERATIONS AFFECTEES | 5 318 990,00 | 626 690,61 |
| dont RàR | 1 606 390,00 | 586 006,07 |
| dont propositions nouvelles | 3 712 600,00 | 40 684,54 |

| INVESTISSEMENT - RECETTES | BP 2020 | Réalisé au 31/08 |
|----------------------------------|---------------------|-----------------------------|
| OPERATIONS AFFECTEES | 1 354 303,00 | 10 932,00 |
| dont RàR | 363 203,00 | 10 471,00 |
| dont propositions nouvelles | 991 100,00 | 461,00 |

Budget général

| Section de fonctionnement-DEPENSES | | BP 2020 | Réalisé au 31 août | Evol° Réal /BP20 |
|------------------------------------|--|---------------------|--------------------|------------------|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 2 406 370,00 | 746 157,76 | 31,0% |
| 60 | Achats et variations des stocks | 678 400,00 | 420 787,66 | 62,0% |
| 60611 | Eau-Assainissement | 46 000,00 | 18 278,42 | 39,7% |
| 60612 | Energie-Electricité | 283 000,00 | 190 251,02 | 67,2% |
| 60618 | Autres fournitures non stockables | 3 200,00 | 2 116,37 | 66,1% |
| 60622 | Carburants | 68 000,00 | 29 620,76 | 43,6% |
| 60624 | Produits de traitement | 8 500,00 | 8 315,41 | 97,8% |
| 60628 | Autres fournitures non stockées | 1 500,00 | 1 868,89 | 124,6% |
| 60631 | Fournitures d'entretien | 15 000,00 | 9 358,94 | 62,4% |
| 60632 | Fournitures de petit équipement | 180 000,00 | 98 258,04 | 54,6% |
| 60633 | Fournitures de voirie | 50 000,00 | 39 016,49 | 78,0% |
| 60636 | Vêtements de travail | 8 200,00 | 13 611,06 | 166,0% |
| 6064 | Fournitures administratives | 4 000,00 | 3 248,23 | 81,2% |
| 6065 | Livres, CD, DVD (médiathèque) | 10 000,00 | 6 844,03 | 68,4% |
| 6068 | Autres matières et fournitures | 1 000,00 | | 0,0% |
| 61 | Services extérieurs | 1 355 500,00 | 241 761,05 | 17,8% |
| 611 | Contrats de prestations de services | 93 000,00 | 39 659,01 | 42,6% |
| 6135 | Locations mobilières | 15 000,00 | 20 282,33 | 135,2% |
| 61521 | Entretien des terrains | 9 500,00 | | 0,0% |
| 615221 | Entretien batiments - bâtiments pbcs | 60 000,00 | 16 128,90 | 26,9% |
| 615228 | Entretien batiments- autres bâtiments | 68 000,00 | 9 746,39 | 14,3% |
| 615231 | Entretien des voiries | 550 000,00 | 15 243,78 | 2,8% |
| 615232 | Entretien des réseaux | 36 000,00 | 14 555,69 | 40,4% |
| 61524 | Entretien des bois et forêts | 5 000,00 | -9 156,00 | -183,1% |
| 61551 | Entretien, réparation matériel roulant | 15 000,00 | 5 384,39 | 35,9% |
| 61558 | Entretien, réparat° autres biens mobiliers | 5 000,00 | 340,08 | 6,8% |
| 6156 | Maintenance | 97 500,00 | 43 423,67 | 44,5% |
| 6161 | Primes d'assurances - multirisque | 45 000,00 | 45 511,34 | 101,1% |
| 6162 | Primes d'assurances - dommage construct | 1 000,00 | | 0,0% |
| 6168 | Primes d'assurances - autres | 5 000,00 | | 0,0% |
| 617 | Etudes et recherches | 300 000,00 | 11 088,00 | 3,7% |
| 6182 | Documentation générale et technique | 4 500,00 | 2 881,29 | 64,0% |
| 6184 | Versements à des organismes de format° | 12 000,00 | 9 132,18 | 76,1% |
| 6188 | Autres frais divers | 34 000,00 | 17 540,00 | 51,6% |
| 62 | Autres services extérieurs | 303 150,00 | 82 720,90 | 27,3% |
| 6226 | Honoraires | 15 000,00 | 5 079,59 | 33,9% |
| 6227 | Frais d'actes et de contentieux | 1 000,00 | | 0,0% |
| 6231 | Annonces et insertions | 3 000,00 | 2 255,49 | 75,2% |
| 6232 | Fêtes et cérémonies | 110 000,00 | 36 737,13 | 33,4% |
| 6236 | Catalogues et imprimés | 6 000,00 | 1 143,49 | 19,1% |
| 6237 | Publications | 26 500,00 | 8 568,78 | 32,3% |
| 6238 | Pub, relations publiques - divers | 13 000,00 | | 0,0% |
| 6241 | Transports de biens | 1 000,00 | | 0,0% |

| Section de fonctionnement-DEPENSES | | BP 2020 | Réalisé au 31 août | Evol° Réal /BP20 |
|---|--|------------------|---------------------------|-------------------------|
| 6247 | Transports collectifs | 1 000,00 | 291,00 | 29,1% |
| 6251 | Voyages et déplacements en mission | 1 000,00 | 1 331,23 | 133,1% |
| 6257 | Frais de réceptions | 23 000,00 | 6 314,94 | 27,5% |
| 6261 | Frais d'affranchissement | 8 000,00 | 5 769,55 | 72,1% |
| 6262 | Frais de télécommunications | 44 000,00 | -14 762,02 | -33,6% |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 700,00 | 33,33 | 4,8% |
| 6281 | Cotisations diverses | 16 000,00 | 13 363,48 | 83,5% |
| 6282 | Frais de gardiennage | 1 450,00 | 1 199,65 | 82,7% |
| 6283 | Frais de nettoyage des locaux | 10 000,00 | 4 849,20 | 48,5% |
| 62876 | Rembours de frais au GPF | | 146,55 | #DIV/0! |
| 62878 | Rembours de frais autres organismes | 22 000,00 | 10 399,51 | 47,3% |
| 6288 | Autres services extérieurs | 500,00 | | 0,0% |
| 63 | Impôts, taxes et versements assimilés | 69 320,00 | 888,15 | 1,3% |
| 63512 | Taxes foncières | 66 000,00 | | 0,0% |
| 63513 | Autres impôts locaux | 320,00 | 95,00 | 29,7% |
| 6353 | Impôts indirects | 2 200,00 | | 0,0% |
| 6355 | Taxes et impôts sur les véhicules | 500,00 | 786,76 | 157,4% |
| 637 | Autres impôts, taxes et versem. assim. | 300,00 | 6,39 | #DIV/0! |

| | | | | |
|------------|--|---------------------|---------------------|--------------|
| 012 | CHARGES DE PERSO-FRAIS ASSIMILES | 2 497 900,00 | 1 593 002,61 | 63,8% |
| 62 | Services extérieurs | 38 000,00 | 29 521,22 | 77,7% |
| 6218 | Personnel extérieur au service-autre | 38 000,00 | 29 521,22 | 77,7% |
| 63 | Impôts, taxes, versements assimilés | 36 920,00 | 20 816,83 | 56,4% |
| 6332 | Cotisations au FNAL | 6 970,00 | 4 336,50 | 62,2% |
| 6336 | Cotisations au CNFPT/CDG | 29 950,00 | 16 470,59 | 55,0% |
| 6338 | Autres impôts, taxes sur rémunération | | 9,74 | #DIV/0! |
| 64 | Charges de personnel | 2 422 980,00 | 1 542 664,56 | 63,7% |
| 64111 | Personnel titulaire - rémunération | 1 490 000,00 | 934 332,65 | 62,7% |
| 64131 | Personnel non titulaire - Rémunération | 87 900,00 | 69 087,41 | 78,6% |
| 64162 | Emplois d'avenir - Rémunération | 18 500,00 | 5 239,83 | 28,3% |
| 6417 | Apprentis - Rémunération | 34 200,00 | 21 804,22 | 63,8% |
| 6451 | Cotisations patronales-URSSAF | 235 130,00 | 138 530,67 | 58,9% |
| 6453 | Cotisat° patronales-caisses de retraite | 407 530,00 | 261 410,05 | 64,1% |
| 6454 | Cotisations patronales-ASSEDIC | 4 880,00 | 2 922,00 | 59,9% |
| 6455 | Assurance du personnel | 89 940,00 | 90 196,24 | 100,3% |
| 6456 | Versement au FNCSF | 35 200,00 | 2 109,00 | 6,0% |
| 6457 | Cot. patro.- Apprentissage | 1 200,00 | | 0,0% |
| 6474 | Versement aux autres œuvres sociales | 15 000,00 | 14 518,80 | 96,8% |
| 6475 | Médecine du travail, pharmacie | 3 500,00 | 2 513,69 | 71,8% |

| | | | | |
|------------|----------------------------------|-----------------|---------------|--------------|
| 014 | ATTENUATION DE PRODUITS | 1 000,00 | 158,00 | 15,8% |
| 73 | Impôts et taxes | 1 000,00 | 158,00 | 15,8% |
| 7391172 | Dégrèvement TH logements vacants | 1 000,00 | 158,00 | 15,8% |

| | | | | |
|-----------|---------------------------------|-------------------|-------------------|--------------|
| 65 | AUTRES CHARG. GEST° COUR | 302 700,00 | 224 956,42 | 74,3% |
| 6531 | Indemnités des élus | 200 000,00 | 131 173,95 | 65,6% |
| 6532 | Frais de mission des élus | 500,00 | 2,26 | 0,5% |

| Section de fonctionnement-DEPENSES | | BP 2020 | Réalisé au 31 août | <i>Evol° Réal /BP20</i> |
|---|---|----------------|---------------------------|-------------------------|
| 6533 | Cotisation retraite des élus | 10 000,00 | 6 559,97 | 65,6% |
| 6534 | Cotisation sécurité sociale | | 694,13 | |
| 6535 | Formation des élus | 2 000,00 | 1 140,00 | 57,0% |
| 6541 | Pertes sur créances admises en non valeur | 1 000,00 | | 0,0% |
| 65541/48 | Contribution organismes de rgrpmnt | 2 200,00 | 2 190,55 | 99,6% |
| 657362 | Subvention de fonctt au CCAS | 21 000,00 | 21 000,00 | 100,0% |
| 6574 | Sub. de fonctt à pers. de droit privé | 66 000,00 | 62 195,00 | 94,2% |
| 65888 | Autres | | 0,56 | #DIV/0! |

| | | | |
|-----------------------------------|---------------------|---------------------|--------------|
| TOTAL GESTION DES SERVICES | 5 207 970,00 | 2 564 274,79 | 49,2% |
|-----------------------------------|---------------------|---------------------|--------------|

| 66 | CHARGES FINANCIÈRES | 95 812,30 | 82 181,13 | 85,8% |
|-----------|--------------------------------|------------------|------------------|--------------|
| 66111 | Intérêts réglés à échéance | 99 169,61 | 99 169,61 | 100,0% |
| 66112 | Intérêts-Rattachement des ICNE | -3 357,31 | -16 988,48 | 506,0% |

| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 77 000,00 | 23 614,48 | 30,7% |
|-----------|---|------------------|------------------|--------------|
| 673 | Titres annulés sur exercices antérieurs | 30 000,00 | 5 064,48 | 16,9% |
| 6745 | Sub. exceptionnelles pers. droit privé | 45 000,00 | 18 250,00 | 40,6% |
| 678 | Autres charges exceptionnelles | 2 000,00 | 300,00 | 15,0% |

| | | | |
|-------------------------------|---------------------|---------------------|--------------|
| TOTAL DÉPENSES RÉELLES | 5 380 782,30 | 2 670 070,40 | 49,6% |
|-------------------------------|---------------------|---------------------|--------------|

| 042 | OPERATION D'ORDRE (sections) | 553 300,00 | 552 264,36 | 99,8% |
|------------|-------------------------------------|-------------------|-------------------|--------------|
| 6811 | Dotation aux amortissements | 553 300,00 | 552 264,36 | 99,8% |

| | | | |
|-------------------|---------------------|---------------------|--------------|
| SOUS TOTAL | 5 934 082,30 | 3 222 334,76 | 54,3% |
|-------------------|---------------------|---------------------|--------------|

| | | |
|-----|---------------------------------|--------------|
| 022 | Dépenses imprévues | 374 533,67 |
| 023 | Virement à sect° investissement | 2 515 902,60 |

| | | | |
|---|---------------------|---------------------|--------------|
| TOTAL DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT | 8 824 518,57 | 3 222 334,76 | 36,5% |
|---|---------------------|---------------------|--------------|

| Section de fonctionnement-RECETTES | | BP 2020 | Evol° BP 20/CA 19 | Réalisé au 31 août | Evol° Réal /BP20 |
|------------------------------------|------------------------------------|-------------------|----------------------|-----------------------|---------------------|
| 013 | ATTENUATION DE CHARGES | 102 300,00 | -27,1% | -232,89 | -0,2% |
| 6419 | Rembrsmts sur rémunérat° du persnl | 102 300,00 | -27,1% | -232,89 | -0,2% |

| | | | | | |
|-----------|--|-------------------|---------------|------------------|--------------|
| 70 | PRODUITS DES SERVICES | 161 500,00 | -24,7% | 78 353,13 | 48,5% |
| 70311 | Concessions dans les cimetières | 8 000,00 | -26,0% | 3 865,00 | 48,3% |
| 70323 | Rdvce occupat° domaine public | 40 000,00 | -29,7% | 19 577,53 | 48,9% |
| 70388 | Autres redevances diverses | 0,00 | -100,0% | 50,60 | #DIV/O! |
| 7062 | Produit des serv. à caract. culturel | 12 000,00 | -13,7% | 4 475,00 | 37,3% |
| 70632 | Produits des serv. à caract. de loisirs | 3 700,00 | 65,6% | 3 763,38 | 101,7% |
| 7083 | Locat° div (autres qu'immeubles) | 3 000,00 | -28,9% | 1 178,50 | 39,3% |
| 70841 | Budget annexe CCAS (rbt frais personnel) | | | 12 900,42 | |
| 70846 | Mise à dispo de personnel au GFP | 21 500,00 | -53,1% | 10 500,93 | 48,8% |
| 70848 | Mise à dispo de personnel à aut. organismes | 700,00 | -16,9% | 364,00 | 52,0% |
| 70873 | Rbt par la CCAS | | | 2 634,41 | |
| 70876 | Rembrsmt de frais par le GFP | 24 000,00 | -17,5% | 7 941,25 | 33,1% |
| 70878 | Rembrsmt frais par autres redevables | 48 600,00 | -3,6% | 11 102,11 | 22,8% |
| | <i>dont rembrsmt de charges par locataires</i> | <i>43 000,00</i> | <i>-2,5%</i> | | <i>0,0%</i> |

| | | | | | |
|-----------|---|---------------------|--------------|---------------------|--------------|
| 73 | IMPÔTS ET TAXES | 3 653 000,00 | -1,4% | 2 404 283,39 | 65,8% |
| 73111 | Taxe d'habitation | 395 600,00 | 0,8% | | #DIV/O! |
| 73111 | Taxe sur le foncier bâti | 931 000,00 | 1,0% | | #DIV/O! |
| 73111 | Taxe sur le foncier non bâti | 80 000,00 | 0,7% | | #DIV/O! |
| | Total compte 73111 | 1 406 600,00 | 0,8% | 944 680,00 | 67,2% |
| 7318 | Autres impots locaux | | -100,0% | 539,00 | #DIV/O! |
| 73211 | Attribution de compensation | 1 522 200,00 | -0,9% | 1 014 850,64 | 66,7% |
| 73212 | Dotation de solidarité communautaire | 21 000,00 | -2,1% | | 0,0% |
| 73221 | FNGIR | 420 000,00 | -7,7% | 303 504,00 | 72,3% |
| 73223 | FPIC | 66 000,00 | -0,6% | | 0,0% |
| 7336 | Droits de place | 23 000,00 | -4,4% | 9 644,98 | 41,9% |
| 7351 | Taxe sur consom° finale d'électricité | 74 000,00 | 18,7% | 58 465,96 | 79,0% |
| 7362 | Taxes de séjour | 200,00 | -1,8% | 297,40 | 148,7% |
| 7381 | Taxes additionnelles aux droits de mutat° | 120 000,00 | -0,7% | 72 301,41 | 60,3% |

| | | | | | |
|-----------|------------------------------------|---------------------|--------------|---------------------|--------------|
| 74 | DOTATIONS ET PARTICIPATIONS | 1 969 180,00 | -4,0% | 1 442 200,55 | 73,2% |
| 7411 | D.G.F. - Dotation forfaitaire | 873 000,00 | -0,1% | 582 034,00 | 66,7% |
| 74121 | D.G.F. - DSR | 379 000,00 | 0,0% | 419 630,00 | 110,7% |
| 74127 | D.G.F. - DNP | 115 600,00 | 0,0% | 125 767,00 | 108,8% |
| 744 | FCTVA sur dépenses de fonctt | 80 000,00 | -20,6% | -41 300,00 | -51,6% |
| 74718 | Autres participations de l'Etat | 70 000,00 | #DIV/O! | 766,21 | 1,1% |
| 7472 | Participations de la Région | 42 000,00 | -65,0% | | 0,0% |
| 7473 | Participations du Département | 8 000,00 | -55,9% | 6 086,10 | 76,1% |
| 7478 | Participations d'autres organismes | | -100,0% | -15 324,76 | #DIV/O! |
| 748313 | Dotat° compensat° réf TP (DCRTP) | 245 000,00 | -7,0% | 167 548,00 | 68,4% |
| 74832 | Attribut° du FD de péréquat° de TP | | #DIV/O! | | #DIV/O! |
| 74834 | Etat-Compensat° exos de TF | 18 000,00 | -1,4% | 18 033,00 | 100,2% |
| 74835 | Etat-Compensat° exos de TH | 130 000,00 | -1,4% | 178 961,00 | 137,7% |
| 7485 | Dotation pour les titres sécurisés | 8 580,00 | 0,0% | | 0,0% |

page 4

page 4

| | | | | | |
|-----------|---------------------------------------|-------------------|--------------|-------------------|--------------|
| 75 | AUTRES PRODUITS GEST° COURANTE | 430 000,00 | -6,4% | 255 499,49 | 59,4% |
| 752 | Revenus des immeubles | 430 000,00 | -6,0% | 255 162,71 | 59,3% |
| 7551 | Excédent des budgets annexes | 0,00 | #DIV/O! | | #DIV/O! |
| 757 | Redevances versées par les fermiers | 0,00 | -100,0% | | #DIV/O! |
| 7588 | Autres prdts divers de gest° courante | 0,00 | -100,0% | 336,78 | #DIV/O! |

TOTAL GESTION DES SERVICES**6 315 980,00****-3,9%****4 180 103,67****66,2%**

| Section de fonctionnement-RECETTES | | BP 2020 | <i>Evol° BP 20/CA 19</i> | Réalisé au 31 août | <i>Evol° Réal /BP20</i> |
|---|-------------------------------------|---------------------|------------------------------|-------------------------------|-----------------------------|
| 76 | PRODUITS FINANCIERS | 0,00 | -100,0% | 47,50 | #DIV/0! |
| 7688 | Autres produits financiers | | -100,0% | 47,50 | #DIV/0! |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 25 000,00 | -93,7% | 3 079,01 | 12,3% |
| 7718 | | | | 6,53 | |
| 773 | Mandats annulés sur ex. antérieurs | 0,00 | -100,0% | 164,34 | #DIV/0! |
| 7788 | Produits exceptionnels divers | 25 000,00 | -46,5% | 2 908,14 | 11,6% |
| RECETTES RÉELLES | | 6 340 980,00 | -9,0% | 4 183 230,18 | 66,0% |
| 042 | TRANSFERTS ENTRE SECTIONS | 30 910,00 | -63,2% | 10 903,06 | 35,3% |
| 722 | Produc° immobilisée (Travaux régie) | 20 000,00 | -33,2% | | 0,0% |
| 777 | Amortissement des subventions | 10 910,00 | -62,8% | 10 903,06 | 99,9% |
| 002 | Excédent antérieur reporté | 2 452 628,57 | | | |
| TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT | | 8 824 518,57 | 25,2% | 4 194 133,24 | 47,5% |

| INVESTISSEMENT - DÉPENSES | | Reste-à-réaliser 2019 | Nvelles propost° 2020 | BP 2020 | Réalisé au 31 août |
|---|---|--------------------------|--------------------------|---------------------|-----------------------|
| OPÉRATIONS NON AFFECTÉES | | | 527 896,06 | 527 896,06 | 522 711,76 |
| 16 | Remboursement des prêts en capital | | 395 500,00 | 395 500,00 | 395 334,49 |
| 165 | Remboursement de cautions sur locations | | 500,00 | 500,00 | 1 157,74 |
| 27636 | Avance remboursable au CCAS (<i>DM en sept</i>) | | | | 40 000,00 |
| 274 | Avance remboursable aux Budgets annexes | | 100 986,06 | 100 986,06 | 75 316,47 |
| 040-1391 | Amortissement des subventions | | 10 910,00 | 10 910,00 | 10 903,06 |
| 040-21 | Travaux en régie | | 20 000,00 | 20 000,00 | |
| OPÉRATIONS AFFECTÉES | | 1 606 390,00 | 3 712 600,00 | 5 318 990,00 | 626 690,61 |
| 19 - EFFACEMENT RÉSEAUX - ÉCLAIRAGE PUBLIC | | 15 600,00 | 350 000,00 | 365 600,00 | 0,00 |
| ML | Complément Colonne/Parapluie/rte de Saintes | 600,00 | | 600,00 | |
| | Eclairage led | 15 000,00 | 150 000,00 | 165 000,00 | |
| ML | Mise en lumière Cités de caractère | | 200 000,00 | 200 000,00 | |
| 59 - MEDIATHEQUE | | | 15 000,00 | 15 000,00 | 0,00 |
| | Renouvellement matériel infrmtq complet | | 15 000,00 | 15 000,00 | |
| 91 - BÂTIMENTS COMMUNAUX | | 195 400,00 | 933 000,00 | 1 128 400,00 | 165 663,47 |
| ML | Transformation Maison des jeunes en Mélia | 700,00 | | 700,00 | |
| ML | Cimetière St Pierre-reprise concessions | 131 000,00 | | 131 000,00 | 142 678,49 |
| | Plaque en granit | | | | |
| SM | Menuiserie logements locatifs | 4 600,00 | | 4 600,00 | 4 801,80 |
| ML | Stores St Jo et Metullum | 5 200,00 | | 5 200,00 | 5 203,57 |
| ML | Ossuaires St Pierre | 3 800,00 | | 3 800,00 | |
| PZ | Réfect° ancien bar | 29 000,00 | 313 000,00 | 342 000,00 | 7 819,61 |
| ML | Rénovation de la salle Le Méliès | 21 100,00 | 350 000,00 | 371 100,00 | 5 160,00 |
| SL | Mise en conformité-access PMR église | | 100 000,00 | 100 000,00 | |
| PZ | Mise en conformité-access PMR église | | 70 000,00 | 70 000,00 | |
| MZ | Préau à La Torserie | | 100 000,00 | 100 000,00 | |
| 93 - VOIRIE | | 1 127 200,00 | 1 038 000,00 | 2 165 200,00 | 318 288,09 |
| ML | Accès/réseaux nouvelle gendarmerie | 529 000,00 | | 529 000,00 | 98 100,50 |
| ML | Poteau incendie rue des Jonchères | 4 500,00 | | 4 500,00 | |
| | Chemin de la Découverte et TVB | 214 400,00 | 12 000,00 | 226 400,00 | |
| ML | Rues Huileries/Champs : MOe et travaux | 371 200,00 | 117 000,00 | 488 200,00 | 209 429,59 |
| ML | Création parking ex-Jabotière | 8 100,00 | 150 000,00 | 158 100,00 | 4 800,00 |
| | Cheminevements doux | | 100 000,00 | 100 000,00 | |
| ML | Achat d'arbres de collection | | 3 000,00 | 3 000,00 | |
| ML | Eaux pluviales/aménagement rue Jonchères | | 150 000,00 | 150 000,00 | |
| SL | Raccordts eau et élect terrain forains | | 6 000,00 | 6 000,00 | 5 958,00 |
| SM | Requalif° secteur du Parapluie + access bus | | 500 000,00 | 500 000,00 | |
| 99 - MATÉRIEL ADMINISTRATIF | | 60 100,00 | 5 000,00 | 65 100,00 | 32 549,66 |
| ML | Site internet 2018 de la ville | 1 000,00 | | 1 000,00 | |
| | Mise en réseau infrmtq/télphnq des mairies | 50 400,00 | | 50 400,00 | 22 479,87 |
| | Salle du conseil municipal : écrans | 8 700,00 | | 8 700,00 | 8 614,80 |
| | Matériels infrmtq/admfs divers | | 5 000,00 | 5 000,00 | 1 454,99 |
| 100 - MATÉRIEL TECHNIQUE | | 11 100,00 | 50 000,00 | 61 100,00 | 11 377,50 |
| | Panneaux | 7 900,00 | | 7 900,00 | 1 077,34 |
| | Gyrophare trifiash | 1 000,00 | | 1 000,00 | |
| | Servante d'atelier (atelier mécanique) | 700,00 | | 700,00 | 670,80 |
| | Perforateur | 900,00 | | 900,00 | 845,39 |
| | Carreleuse | 600,00 | | 600,00 | 558,02 |

| INVESTISSEMENT - DÉPENSES | | Reste-à-réaliser 2019 | Nvelles propost° 2020 | BP 2020 | Réalisé au 31 août |
|---|---|--------------------------|--------------------------|-------------------|-----------------------|
| | Matériels techniques divers | | 50 000,00 | 50 000,00 | |
| | appareil à soudeure | | | | |
| | godet grapin pour telescopique | | | | 2 967,74 |
| | kit enrouleur machine peinture routière | | | | 1 426,80 |
| | fleau pour broyeur | | | | 1 153,38 |
| | kit compte tours avec horametre | | | | |
| | debroussailleuse | | | | 755,09 |
| | taille haie | | | | 629,10 |
| | 1 souffleur a dos sthil | | | | 588,00 |
| | gyro a led | | | | 705,84 |
| | station nettoyage peinture | | | | |
| | tondeuse | | | | |
| | tondo broyeur pour tondeuse | | | | |
| 101 - MATÉRIEL DE TRANSPORT | | | 74 000,00 | 74 000,00 | 15 490,00 |
| | Deux véhicules électriques | | 32 000,00 | 32 000,00 | 15 490,00 |
| | 1 jumper pick up | | | | |
| | Autres matériels de transport divers | | 42 000,00 | 42 000,00 | |
| 106 - FRAIS D'ÉTUDES | | 3 120,00 | 10 000,00 | 13 120,00 | 0,00 |
| ML | Etude hydraulique rues Jonchères/Rainettes | 3 120,00 | | 3 120,00 | |
| | Autres études diverses | | 10 000,00 | 10 000,00 | |
| 107 - ACQUISITIONS IMMOBILIERES | | | 100 000,00 | 100 000,00 | 4 262,16 |
| | Acquisit° (pré Arafeloff, champ Loubeau, 8 r Treille) | | 100 000,00 | 100 000,00 | 4 262,16 |
| 116 - ÉQUIPEMENTS SPORTIFS | | 26 000,00 | 195 000,00 | 221 000,00 | 20 406,79 |
| ML | Dojo : toiture et rénovation | 500,00 | | 500,00 | |
| SM | Buts de foot seniors | 2 700,00 | | 2 700,00 | 2 680,80 |
| | Foot filets et pare ballons | 5 200,00 | | 5 200,00 | 5 193,00 |
| | Deux défribrillateurs | 2 900,00 | | 2 900,00 | 2 868,00 |
| ML | Club house au stade du Pinier | 14 700,00 | 160 000,00 | 174 700,00 | 4 371,55 |
| ML | Equipements divers | | 20 000,00 | 20 000,00 | |
| | Climatisation gymnase | | | | 5 293,44 |
| | installation ballon eau chaude suite agrandt | | | | |
| | Création aire de jeux | | 15 000,00 | 15 000,00 | |
| 135 - ŒUVRES D'ART CONTEMPORAIN | | | 50 000,00 | 50 000,00 | |
| 140 - MATÉRIEL D'ANIMATION | | 5 500,00 | 10 000,00 | 15 500,00 | 5 472,10 |
| CN | Signalétique trstq (RàR : panneaux NC et rues) | 5 500,00 | 10 000,00 | 15 500,00 | 5 472,10 |
| 205 - QUARTIER EX-HÔPITAL - AMENAGEMENT URBAIN | | 64 000,00 | 7 600,00 | 71 600,00 | 28 963,55 |
| ML | Maîtrise d'œuvre/SPS/solde | 64 000,00 | 7 600,00 | 71 600,00 | 28 963,55 |
| 207 - ACCESSIBILITÉ | | 88 700,00 | 875 000,00 | 963 700,00 | 22 057,28 |
| ML | Accessibilité et aménagement mairie | 88 700,00 | 800 000,00 | 888 700,00 | 22 057,28 |
| ML | Accessibilité arrêt bus Place de la Poste | | 75 000,00 | 75 000,00 | |
| 212 - CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL ET ATELIERS | | 9 670,00 | | 9 670,00 | 2 160,01 |
| ML | Solde | 9 670,00 | | 9 670,00 | 2 160,01 |

| | | | | |
|----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| TOTAL GÉNÉRAL | 1 606 390,00 | 4 240 496,06 | 5 846 886,06 | 1 149 402,37 |
|----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|

| INVESTISSEMENT - RECETTES | | Reste-à-réaliser 2019 | Nvelles propos^o 2020 | BP 2020 | Réalisé au 31 août |
|---|---|----------------------------------|--|---------------------|-------------------------------|
| OPÉRATIONS NON AFFECTÉES | | 209 874,00 | 4 282 709,06 | 4 492 583,06 | 1 503 890,34 |
| 1068 | Excédent de fonctt capitalisé | | 914 925,41 | 914 925,41 | 914 925,41 |
| | Excédent antérieur reporté | | 118 387,59 | 118 387,59 | |
| 10222 | FCTVA | 208 500,00 | 150 000,00 | 358 500,00 | |
| 10226 | Taxe d'aménagement | 1 374,00 | 30 000,00 | 31 374,00 | 35 079,25 |
| 165 | Encaissement de cautions | | 193,46 | 193,46 | 1 621,32 |
| 040-28 | Amortissements des immobilisations | | 553 300,00 | 553 300,00 | 552 264,36 |
| 021 | Prélèvement section de fonctionnement | | 2 515 902,60 | 2 515 902,60 | |
| OPÉRATIONS AFFECTÉES | | 363 203,00 | 991 100,00 | 1 354 303,00 | 10 932,00 |
| 19 - EFFACEMENT RÉSEAUX - ÉCLAIRAGE PUBLIC | | 0,00 | 110 000,00 | 110 000,00 | 0,00 |
| CN | Mise en lumière - Département | | 60 000,00 | 60 000,00 | |
| | Mise en lumière - Contrat de ruralité | | 50 000,00 | 50 000,00 | |
| 91 - BÂTIMENTS COMMUNAUX | | 22 564,00 | 582 100,00 | 604 664,00 | 5 293,00 |
| PZ | Réfection ancien bar (CAP 79/DETR) | 12 000,00 | 47 000,00 | 59 000,00 | |
| PZ | DETR 2016 - Mise aux normes église | 5 732,00 | | 5 732,00 | |
| PZ | CAP 79 - Mise aux normes église | 4 832,00 | | 4 832,00 | 4 832,00 |
| ML | Rénovation Le Méliès - Région | | 69 000,00 | 69 000,00 | |
| | Rénovation Le Méliès - CNC - droits disponibles | | 112 000,00 | 112 000,00 | |
| | Rénovation Le Méliès - CNC - avance | | 34 300,00 | 34 300,00 | |
| | Le Méliès - CNC - aide sélective | | 36 800,00 | 36 800,00 | |
| ML | DETR 2020 - Mairie | | 200 000,00 | 200 000,00 | |
| | Aménagement Mairie - CAP 79 de 2020 | | 67 000,00 | 67 000,00 | |
| SL | Monument aux mort (office nat anc comb) | | | | 461,00 |
| SL | DETR 2020 - Eglise de St Léger | | 16 000,00 | 16 000,00 | |
| 93 - VOIRIE | | 179 000,00 | 44 000,00 | 223 000,00 | 0,00 |
| ML | DETR 19-Amngt rues des Huileries/Champs | 130 000,00 | | 130 000,00 | |
| ML | DSIL 2019 - Chemin de la Découverte | 49 000,00 | | 49 000,00 | |
| ML | Parking ex-Jabotière (Ages et Vie) | | 36 000,00 | 36 000,00 | |
| | Plantations de haies Département | | 8 000,00 | 8 000,00 | |
| 116 - ÉQUIPEMENTS SPORTIFS | | 11 300,00 | 20 000,00 | 31 300,00 | 0,00 |
| ML | Dojo - Etat (DETR 2015 - 2ème vague) | 11 300,00 | | 11 300,00 | |
| ML | Club house - Pinier : FAFA | | 20 000,00 | 20 000,00 | |
| 140 - MATERIEL ANIMATION | | 5 639,00 | | 5 639,00 | 5 639,00 |
| SM | DETR 18 Création d'une zone de détente | 5 639,00 | | 5 639,00 | 5 639,00 |
| 205 - QUARTIER EX-HÔPITAL - AMENAGEMENT URBAIN | | 144 700,00 | | 144 700,00 | 0,00 |
| ML | Région - CRDD 2015 | 132 700,00 | | 132 700,00 | |
| ML | Etat - DETR 2016 | 12 000,00 | | 12 000,00 | |
| 207 - ACCESSIBILITÉ | | | 235 000,00 | 235 000,00 | 0,00 |
| ML | Région - Accessibilité St Hilaire | | 85 000,00 | 85 000,00 | |
| ML | Accessibilité mairie - DETR 19 | | 150 000,00 | 150 000,00 | |
| TOTAL GENERAL | | 573 077,00 | 5 273 809,06 | 5 846 886,06 | 1 514 822,34 |

Budget annexe Énergies renouvelables

SECTION DE FONCTIONNEMENT

| | DÉPENSES | BP 2020 | Réalisé au 31/08 |
|------------|------------------------------------|------------------|------------------|
| 011 | CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL | 2 700,00 | 532,60 |
| 6137 | Redevance droits de passage | 700,00 | 532,60 |
| 6156 | Maintenance/contrôles électriques | 2 000,00 | |
| 023 | VIREMENT EN INVESTISSEMENT | 18 439,98 | |
| | TOTAL | 21 139,98 | 532,60 |

| | RECETTES | BP 2020 | Réalisé au 31/08 |
|-----|------------------------------------|------------------|------------------|
| 002 | Excédent de fonctionnement reporté | 13 139,98 | |
| 707 | Vente d'électricité | 8 000,00 | 4 178,77 |
| | TOTAL | 21 139,98 | 4 178,77 |

SECTION D'INVESTISSEMENT

| | DÉPENSES | BP 2020 | Réalisé au 31/08 |
|-----|---|------------------|------------------|
| 215 | Instal° techniques - tr 2- AMO+frais | 6 500,00 | |
| | Installations techniques - tr 2-travaux | 60 000,00 | |
| | TOTAL | 66 500,00 | 0,00 |

| | RECETTES | BP 2020 | Réalisé au 31/08 |
|------|---------------------------------------|------------------|------------------|
| 001 | Excédent antérieur reporté | 12 743,55 | |
| 1312 | Subvention | | 30 000,00 |
| 1678 | Avance remboursable du Budget général | 35 316,47 | 35 316,47 |
| 021 | Prélèvement sur fonctionnement | 18 439,98 | |
| | TOTAL | 66 500,00 | 65 316,47 |

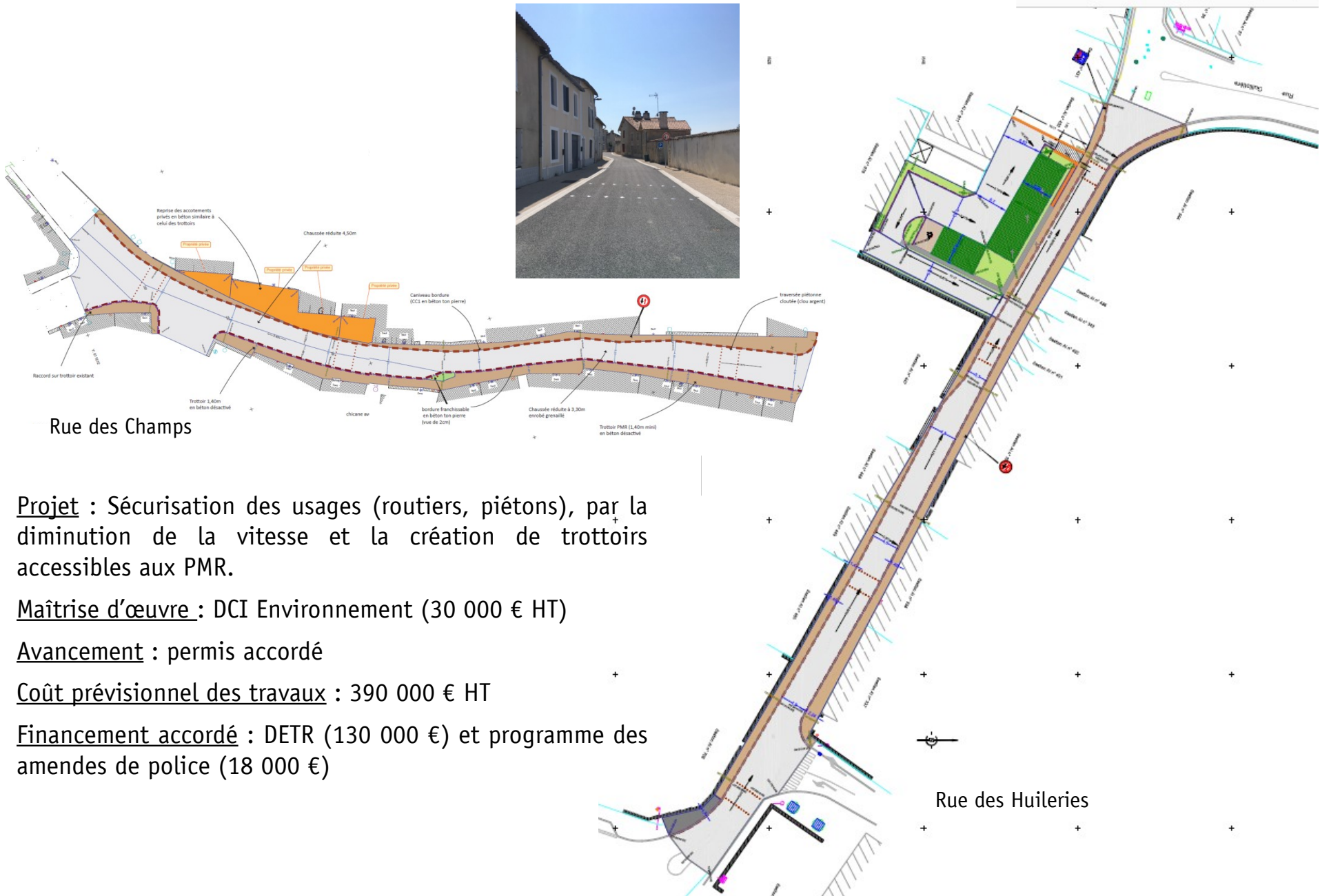
BUDGET ANNEXE Lotissements

| | | M2 - Charzay | ML-Fosse aux chevaux | SL-Les deux étangs | SM-La Fatière | TOTAL | |
|---------|-------|-----------------------|----------------------|--------------------|-------------------|---------------------|--|
| | | DÉPENSES | | | | | |
| | | FONCTIONNEMENT | | | | | |
| CA 2019 | 6015 | 89 342,00 | | | 50 000,00 | 139 342,00 | |
| | 6045 | 1 346,99 | 6 557,90 | | 8 630,98 | 16 535,87 | |
| | 605 | 35 620,00 | 141 100,00 | | 303,75 | 177 023,75 | |
| | 6226 | | 705,11 | | | 705,11 | |
| | 637 | | 3 042,00 | | | 3 042,00 | |
| | | | 1 137 648,01 | | | 1 137 648,01 | |
| | 023 | | | | | | |
| | | 126 308,99 | 1 289 053,02 | 0,00 | 58 934,73 | 1 474 296,74 | |
| | | | | | | | |
| | 6045 | | | 170 000,00 | 264 330,61 | 434 330,61 | |
| | 605 | | | | | | |
| BP 2020 | 71355 | 86 966,99 | 1 042 593,42 | 25 714,78 | 88 584,58 | 1 243 859,77 | |
| | 023 | | | | | 710 347,39 | |
| | | 86 966,99 | 1 042 593,42 | 195 714,78 | 352 915,19 | 2 388 537,77 | |
| | | | | | | | |
| | 6015 | | | | | 0,00 | |
| | 6045 | | | | 3 005,00 | 3 005,00 | |
| | 605 | 280,25 | -141 100,00 | | | -140 819,75 | |
| | 6226 | | 802,83 | | | 802,83 | |
| | 637 | | | | | 0,00 | |
| | | | | | | 0,00 | |
| | 023 | 280,25 | -140 297,17 | 0,00 | 3 005,00 | -137 011,92 | |
| | | RECETTES | | | | | |
| | | FONCTIONNEMENT | | | | | |
| CA 2019 | 002 | | | | | 0,00 | |
| | 7015 | | 20 303,17 | | 33 642,00 | 53 945,17 | |
| | 71355 | 86 966,99 | 1 042 593,42 | 25 714,78 | 88 584,58 | 1 243 859,77 | |
| | 74718 | | 20 000,00 | | | 20 000,00 | |
| | | 86 966,99 | 1 082 896,59 | 25 714,78 | 122 226,58 | 1 317 804,94 | |
| | | | | | | | |
| | 002 | | | | | 710 347,39 | |
| | 7015 | | | | | 0,00 | |
| BP 2020 | 71355 | | | | | 1 678 190,38 | |
| | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 388 537,77 | |
| | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |

PROJETS & INVESTISSEMENT

CHANTIERS EN COURS /
REALISES DEPUIS LE DEBUT DE MANDATURE

Aménagement de la rue des Huileries et de la rue des Champs



Rue des Champs

Rue des Huileries

Projet : Sécurisation des usages (routiers, piétons), par la diminution de la vitesse et la création de trottoirs accessibles aux PMR.

Maîtrise d'œuvre : DCI Environnement (30 000 € HT)

Avancement : permis accordé

Coût prévisionnel des travaux : 390 000 € HT

Financement accordé : DETR (130 000 €) et programme des amendes de police (18 000 €)

Aménagement du carrefour d'accès au Pôle Petite Enfance

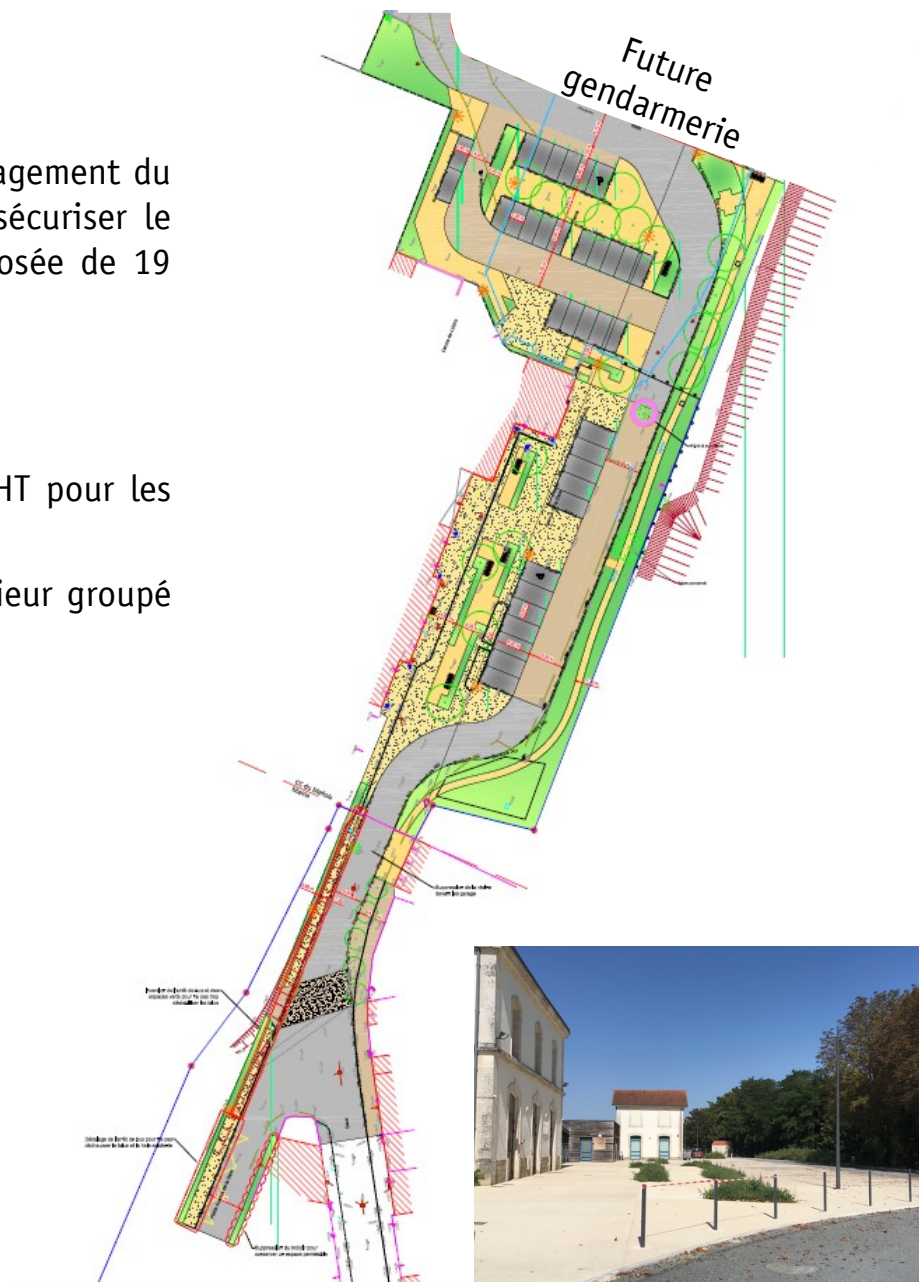
Projet : accompagnement du projet communautaire d'aménagement du parvis du Pôle Petite Enfance, à l'ancienne gare afin de sécuriser le quartier qui accueillera une brigade de gendarmerie composée de 19 logements.

Maîtrise d'œuvre : Sitea Conseil

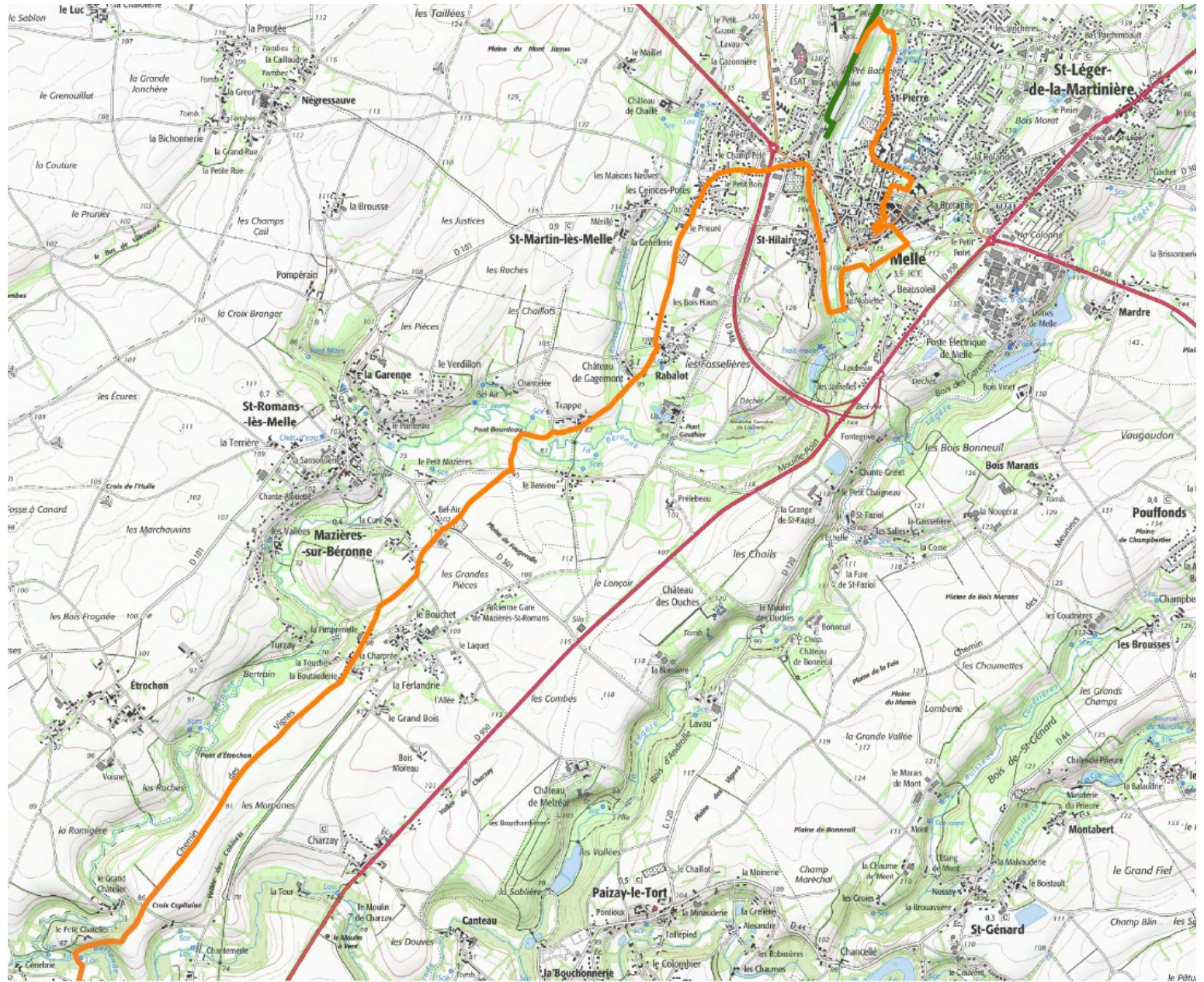
Avancement : Travaux réalisés

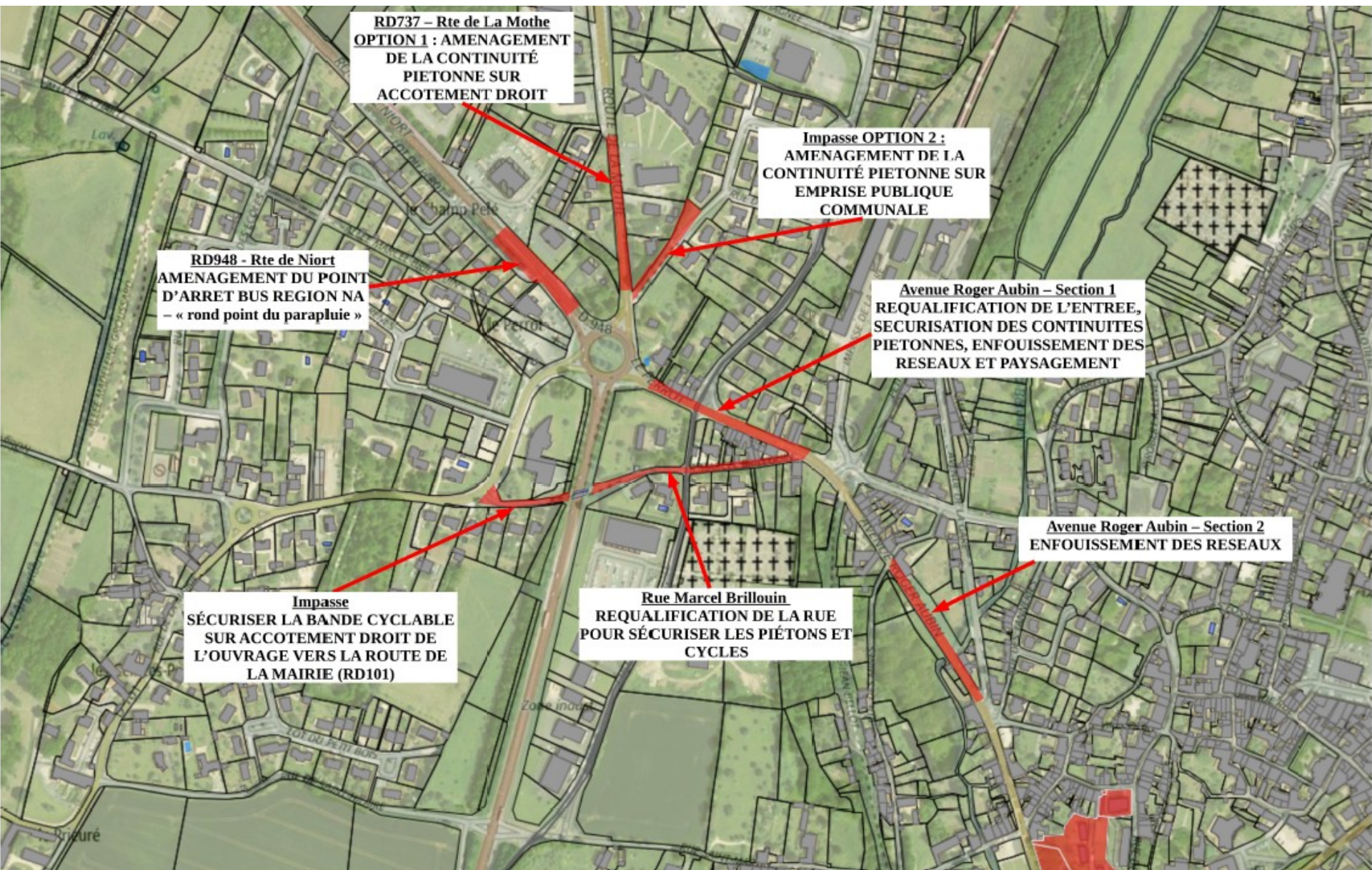
Coût prévisionnel des travaux : 55 000 € HT (+65 000 € HT pour les extensions de réseaux pour la future gendarmerie)

Financement accordé : Financement du Ministère de l'intérieur groupé avec d'autres chantiers (en tout 50 000 €)



PROJETS ET CHANTIERS EN PREVISION





RD737 – Rte de La Mothe
OPTION 1 : AMENAGEMENT
DE LA CONTINUITÉ
PIETONNE SUR
ACCOTEMENT DROIT

Impasse OPTION 2 :
AMENAGEMENT DE LA
CONTINUITÉ PIETONNE SUR
EMPRISE PUBLIQUE
COMMUNALE

RD948 - Rte de Niort
AMENAGEMENT DU POINT
D'ARRET BUS REGION NA
– « rond point du parapluie »

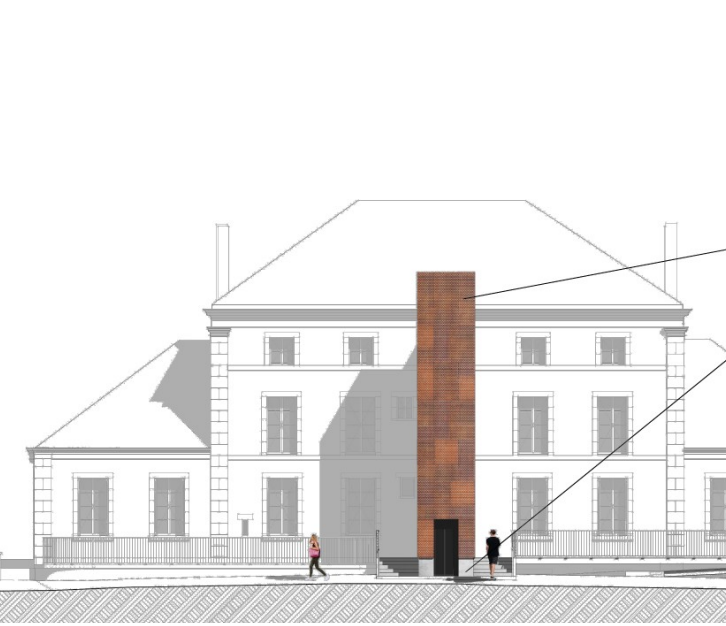
Avenue Roger Aubin – Section 1
REQUALIFICATION DE L'ENTREE,
SECURISATION DES CONTINUITES
PIETONNES, ENFOUSSEMENT DES
RESEAUX ET PAYSAGEMENT

Impasse
SÉCURISER LA BANDE CYCLABLE
SUR ACCOTEMENT DROIT DE
L'OUVRAGE VERS LA ROUTE DE
LA MAIRIE (RD101)

Rue Marcel Brillouin
REQUALIFICATION DE LA RUE
POUR SÉCURISER LES PIÉTONS ET
CYCLES

Avenue Roger Aubin – Section 2
ENFOUSSEMENT DES RESEAUX

Mise aux normes et aménagement de la mairie de Melle



Référence : métal déployé corte n
Source : <https://bookmedia.lacortefrancois.com/galerie-acier-corten/>
pour plus d'infos : besoins@perso.clermont.fr

Projet :

- Mise aux normes accessibilité et sécurité l'ensemble des étages actuellement utilisés (R-1, RDC, R+1), en régularisant le classement ERP de la mairie, réfection chauffage
- Aménagement du dernier étage (R+2) pour une utilisation de bureaux et salle de réunion de moins de 19 personnes.
- Accessibilité aux étages réalisée (premier et/ou second) par la création d'un ascenseur extérieur ou intérieur.

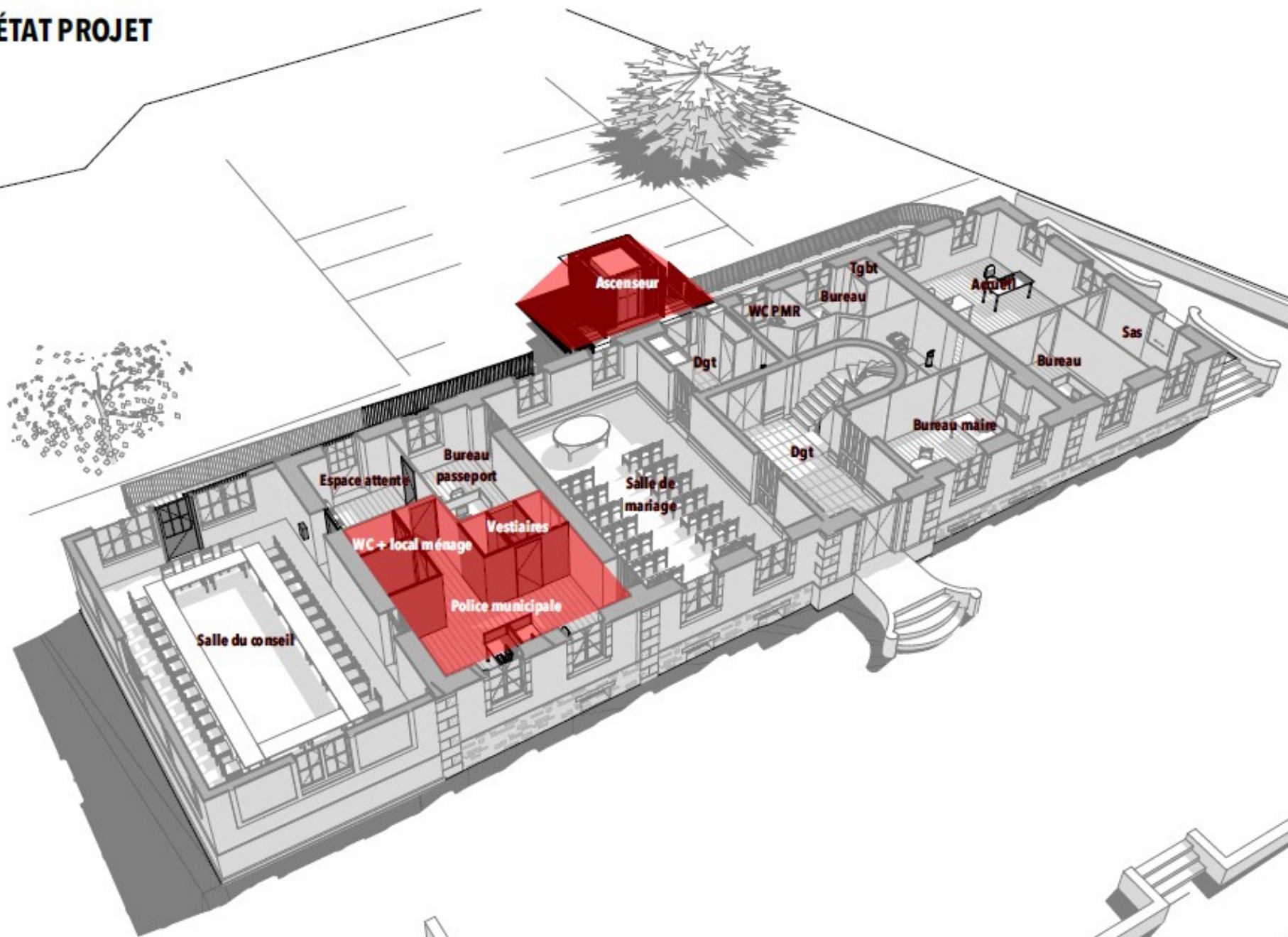
Maîtrise d'œuvre : Claire Archimbaud (92 000 € HT)

Avancement : stade PRO ; permis accordé > **refaire le point sur les besoins avant la poursuite du projet**

Coût prévisionnel des travaux : environ 675 000 € HT (coût d'opération : 835 000 € HT, soit environ 1 000 000 € TTC)

Financement potentiel : DETR (30%)

ÉTAT PROJET



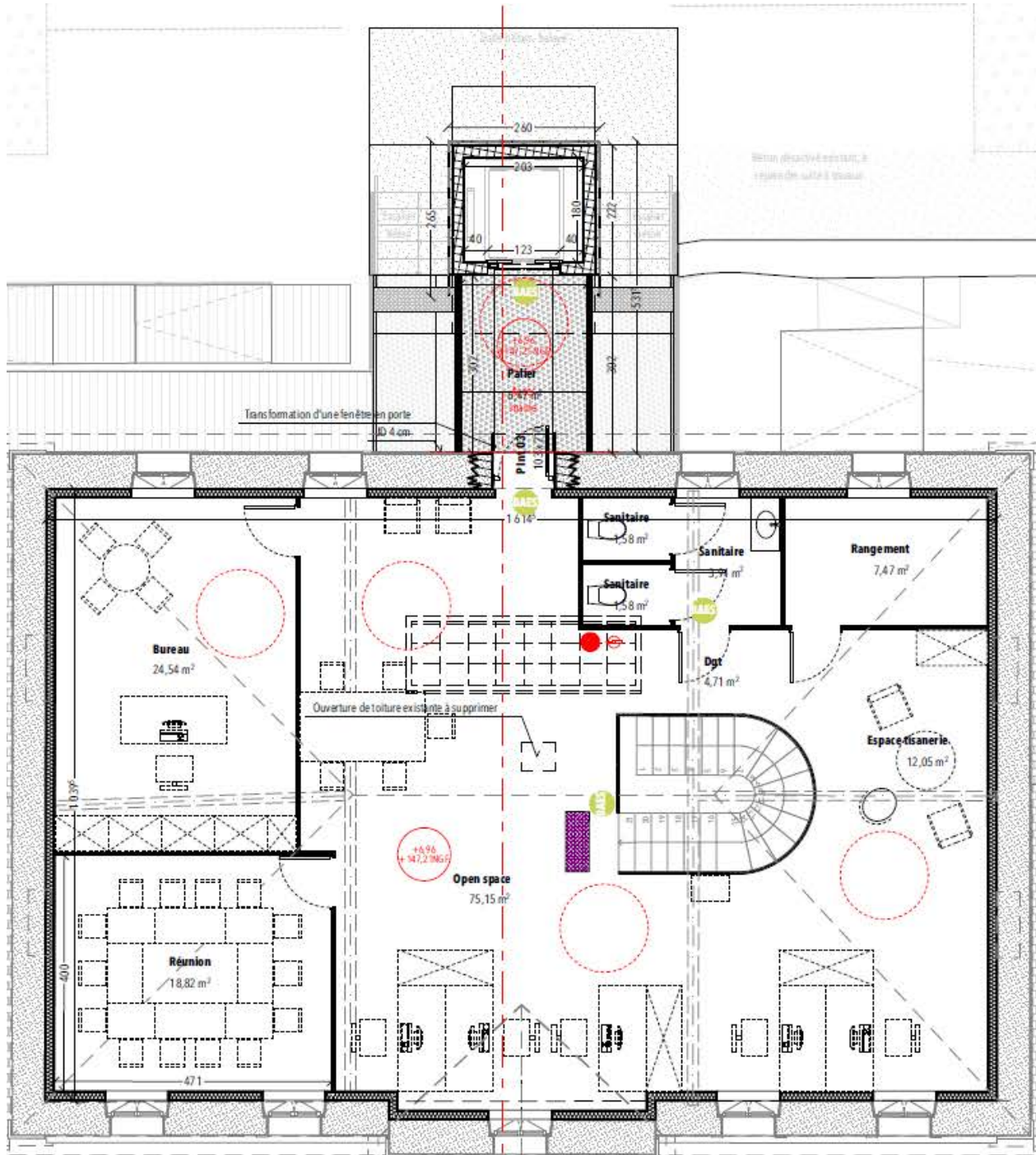
ÉTAT ACTUEL



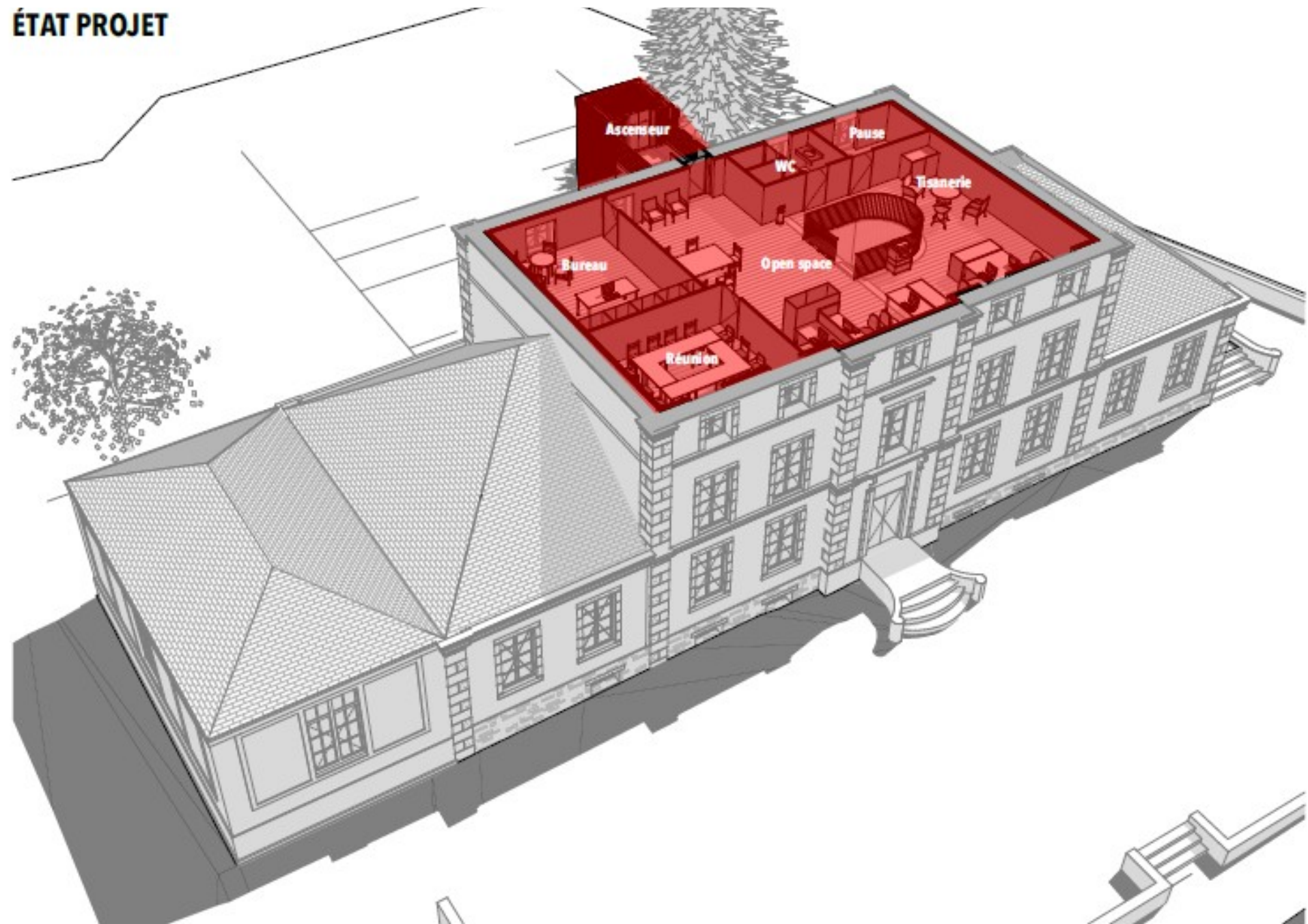
Zone d'intervention - sans changement d'affectation des locaux

ÉTAT PROJET





ÉTAT PROJET



Construction d'un club house au stade du Pinier



Projet : Création d'un club house d'environ 100 m², au stade du Pinier dans la continuité des vestiaires actuels

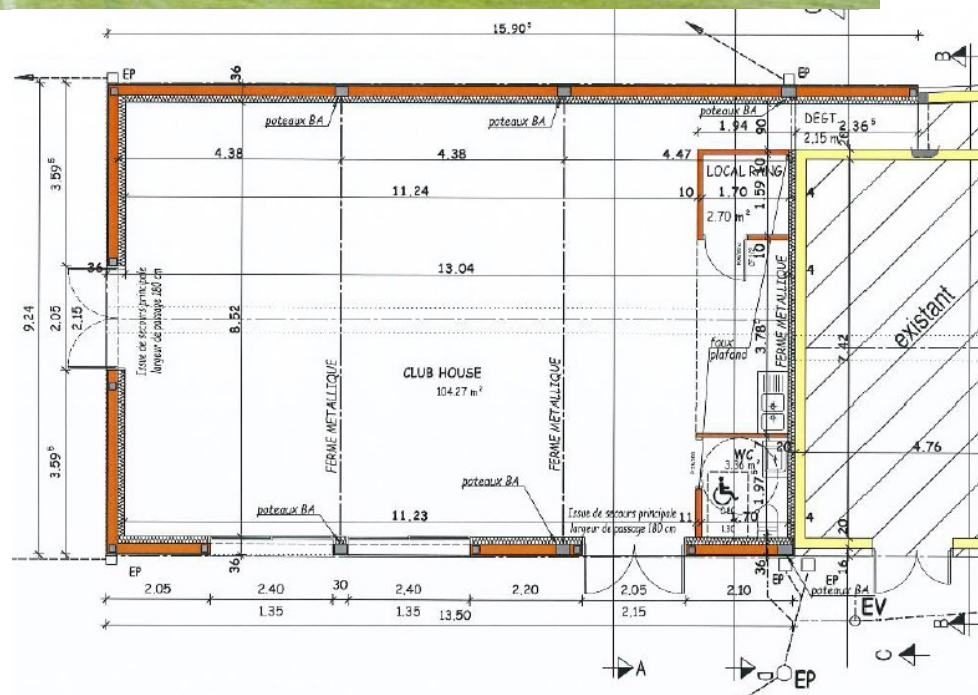
> une grande salle d'accueil, un espace cuisine et un sanitaire PMR.

Maîtrise d'œuvre : Espace Habitat (11 200 € HT)

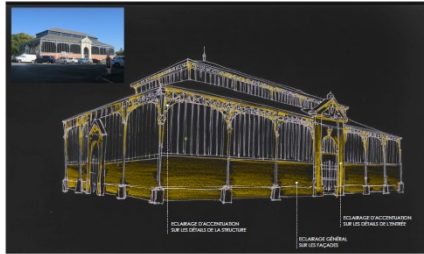
Avancement : permis accordé

Coût prévisionnel des travaux : 125 000 € HT

Financement potentiel : DETR (max. 40%, soit 50 000 €) et FAFA (? €)

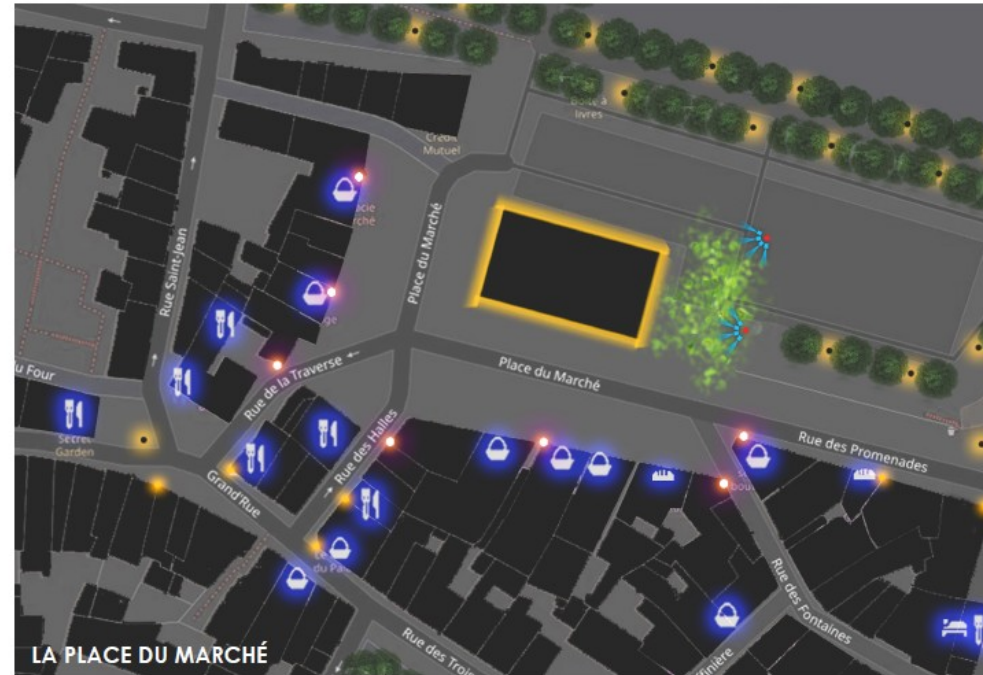


Mise en lumière de Melle, Petite Cité de Caractère



LÉGENDE

- APPAREILS D'ÉCLAIRAGE EXISTANTS
 - Lanterne de style sur mât
 - Lanterne de style sur console murale
- NOUVEAUX APPAREILS D'ÉCLAIRAGE
 - Mât
 - Projecteur à gobos sur mât
 - Nouvelle lanterne en lieu et place des lanternes existantes
- EFFETS LUMIÈRE
 - Projection de texture végétale au sol
 - Eclairage "doré" sur les Halles
- ACTIVITÉS
 - Commerce
 - Restaurant
 - Hôtel



Projet : Mise en valeur nocturne des Petites Cités de Caractère (PCC) des Deux-Sèvres (centralité), à l'initiative du Conseil Départemental des Deux-Sèvres (étude préalable par le biais d'un groupement de commande, livrée en 2019).

Assistance à maîtrise d'ouvrage : bureau d'études Concepto, concepteur-lumière, missionné par le Département

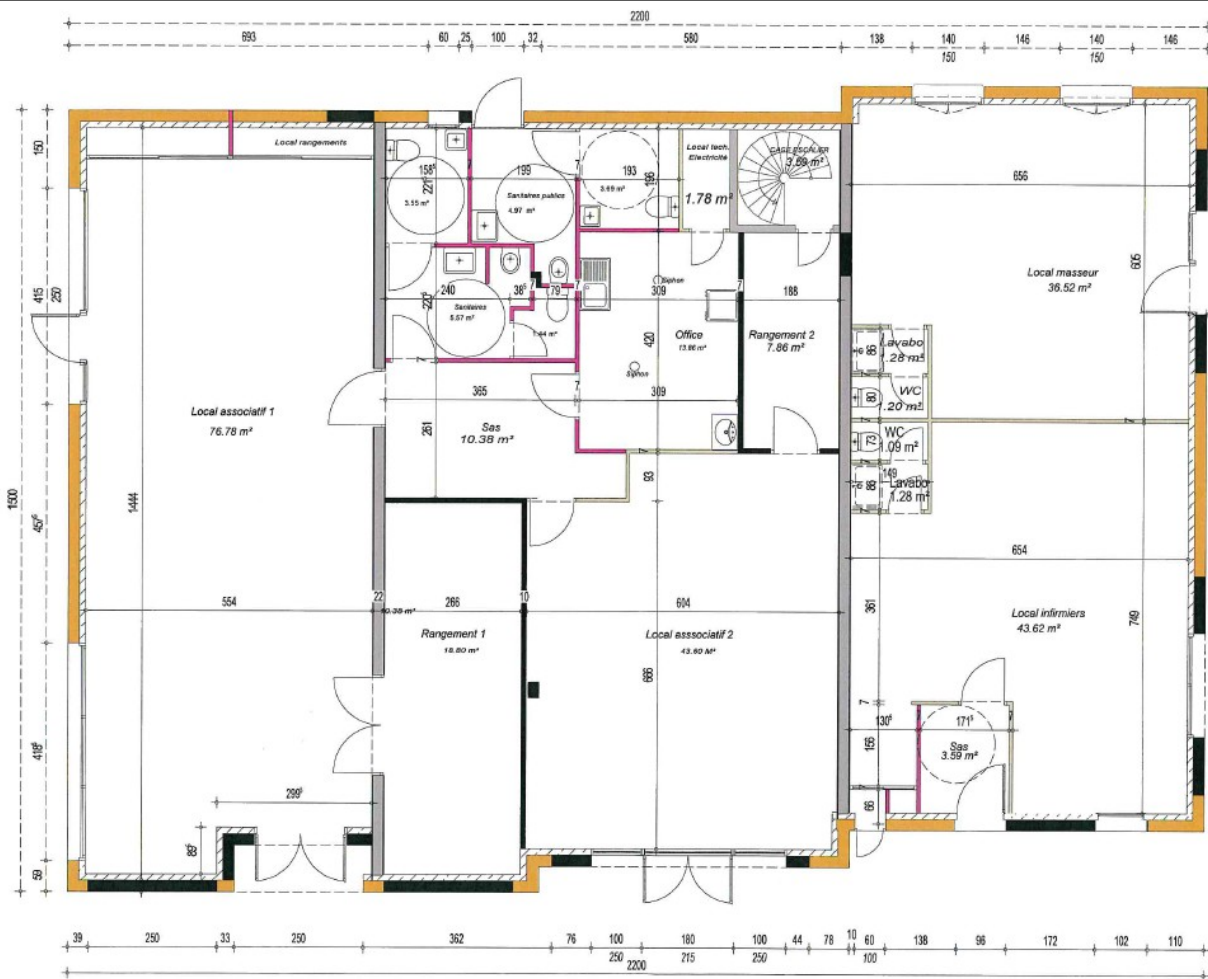
Avancement : stade AVP

Maîtrise d'œuvre : à définir pour la phase opérationnelle (en réflexion avec les autres PCC du Mellois)

Coût prévisionnel des travaux : 125 000 € HT pour l'éclairage + 80 000 € pour les réseaux et la voirie

Financement potentiel : Contrat de ruralité (50 000 €) et CDAT (ou aide équivalente du Département)

Rénovation de l'ancien restaurant de Paizay-le-Tort



Projet : Le bâtiment est actuellement utilisé par des associations et le Centre socioculturel sur une partie, et un infirmier qui loue un local. Il s'agit de créer un autre local à louer (masseur) et de procéder à une lourde rénovation des espaces utilisés par les associations dont l'ancienne cuisine du restaurant.

Maîtrise d'œuvre : Ribot Ingenierie

Coût prévisionnel des travaux : 220 000 € HT

Financement potentiel : Département CAP 79

Rénovation du préau de la Torserie



Projet : Créer un préau de manière pérenne en ossature bois et tuiles creuses.

Maîtrise d'œuvre : -

Coût prévisionnel des travaux : non connu

Financement potentiel : -



Rénovation du parc d'éclairage public de Paizay-le-Tort

Projet : Remplacement du parc d'éclairage public en point pour point, par des lanternes led. Mise en place d'horloges astronomiques OU Expérimentation d'un pilotage

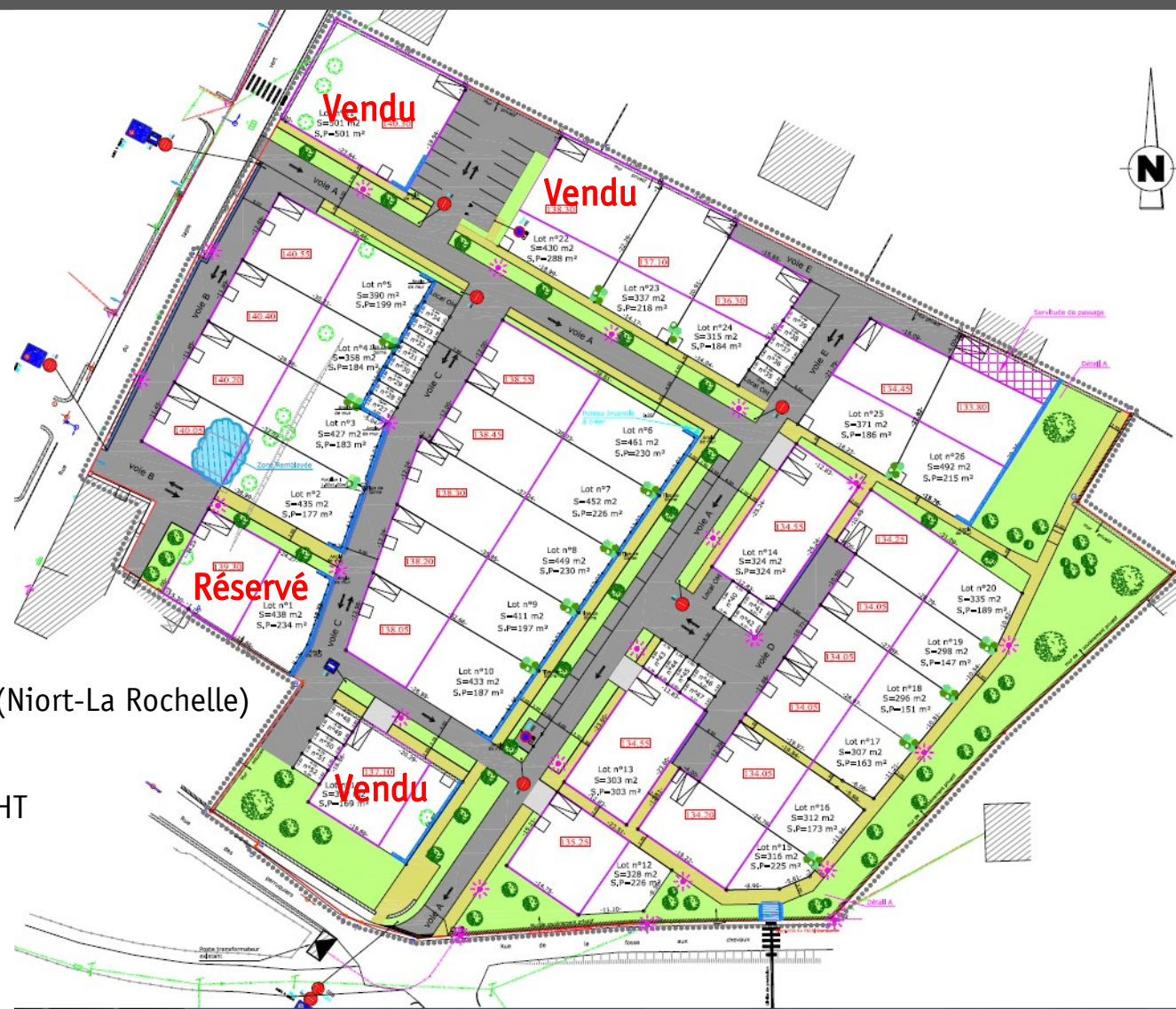
Maîtrise d'œuvre : -

Coût prévisionnel des travaux : 65 000 € HT

Financement potentiel : -



Lotissement de la Fosse aux Chevaux



Maîtrise d'œuvre : Sitea Conseil (Niort-La Rochelle)

Coût du foncier : 225 000 € HT

Etudes préliminaires : 35 000 € HT

Travaux : 745 000 € HT

Honoraires : 93 000 € HT

Nombre de lot(s) vendu(s) : 3

Nombre de lot(s) réservé(s) : 1

Lotissement de la Faitivère



Projet : permettre le développement de l'habitat de manière mesurée, en densification de hameaux proches de la centralité de la commune déléguée de Melle, avec la viabilisation de parcelles de manière qualitative (pré-verdissement, voies douces, zone tampon pour préserver des haies existantes, intégration d'éléments techniques dans des murets en pierres).

Maîtrise d'œuvre : Canopée (Area Urbanisme, paysagiste)

Coût prévisionnel des travaux : environ 125 000 € HT

Financement potentiel : /



Description : 7 lots entre 680 et 990 m² (moyenne d'environ 850 m²)






Etablissement Public Foncier (EPF)

COMMUNE DE MELLE (79)

Périmètres d'intervention de l'EPF



-  Périmètre d'étude (73,7 ha)
-  Périmètres de veille (1,78 ha)
-  Périmètres de réalisation (367 m²)

Périmètre d'étude composé de périmètres de réalisation et de périmètres de veille foncière

•Périmètre de réalisation (**en rouge** sur les cartes)

Projet 1 : Réinvestissement d'immeubles vacants et dégradés – **Rue des Promenades**

Projet 2 : Réinvestissement d'immeubles vacants et dégradés – **Grande Rue**

- Périmètre de veille foncière (en vert sur les cartes) :

Projet 1 : Réinvestissement d'un immeuble vacant –
5 Grande Rue

Projet 2 : Réinvestissement d'une propriété vacante –
15 rue Saint-Hilaire

Projet 3 : Opération de logements – Secteur gare


Projet 4 : Opération de logements – Impasse du Clou







 Périmètres de veille (675 m²)

 Périmètres de réalisation (367 m²)

PROJETS ET CHANTIERS EN REFLEXION

Création d'une salle de danse

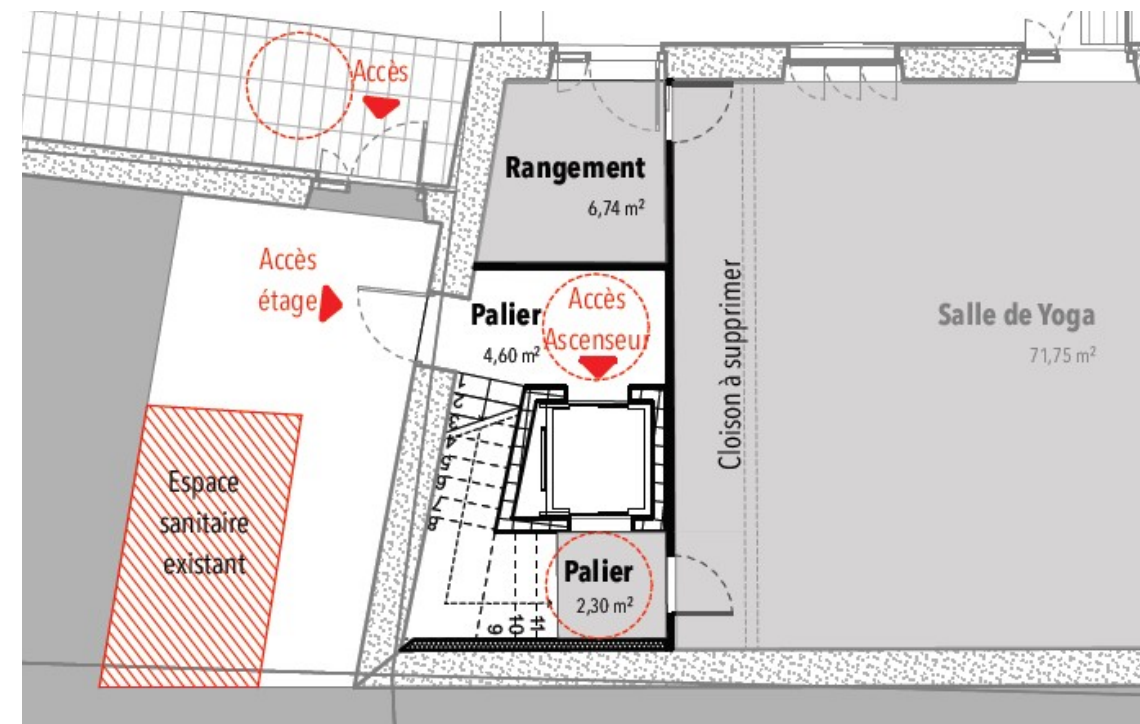
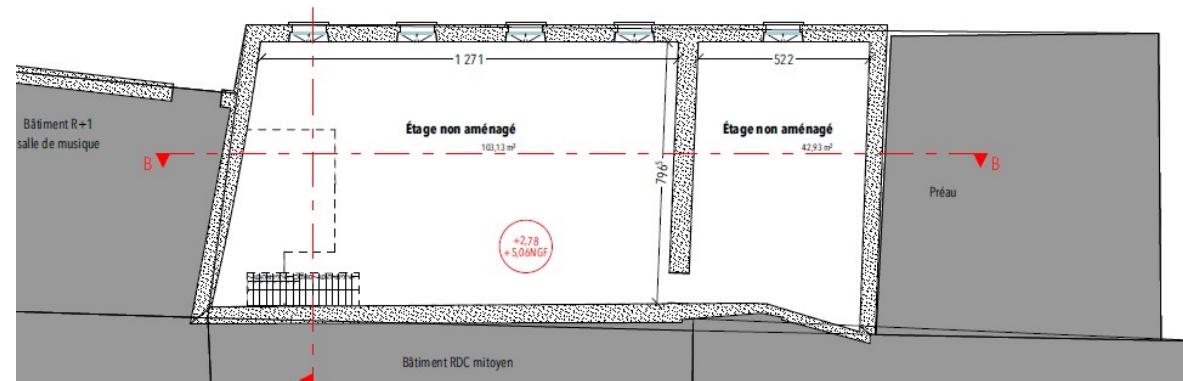
Constat :

Deux salles non aménagées situées au-dessus de la salle de yoga et de Monet-Goyon, au complexe Sainte-Catherine

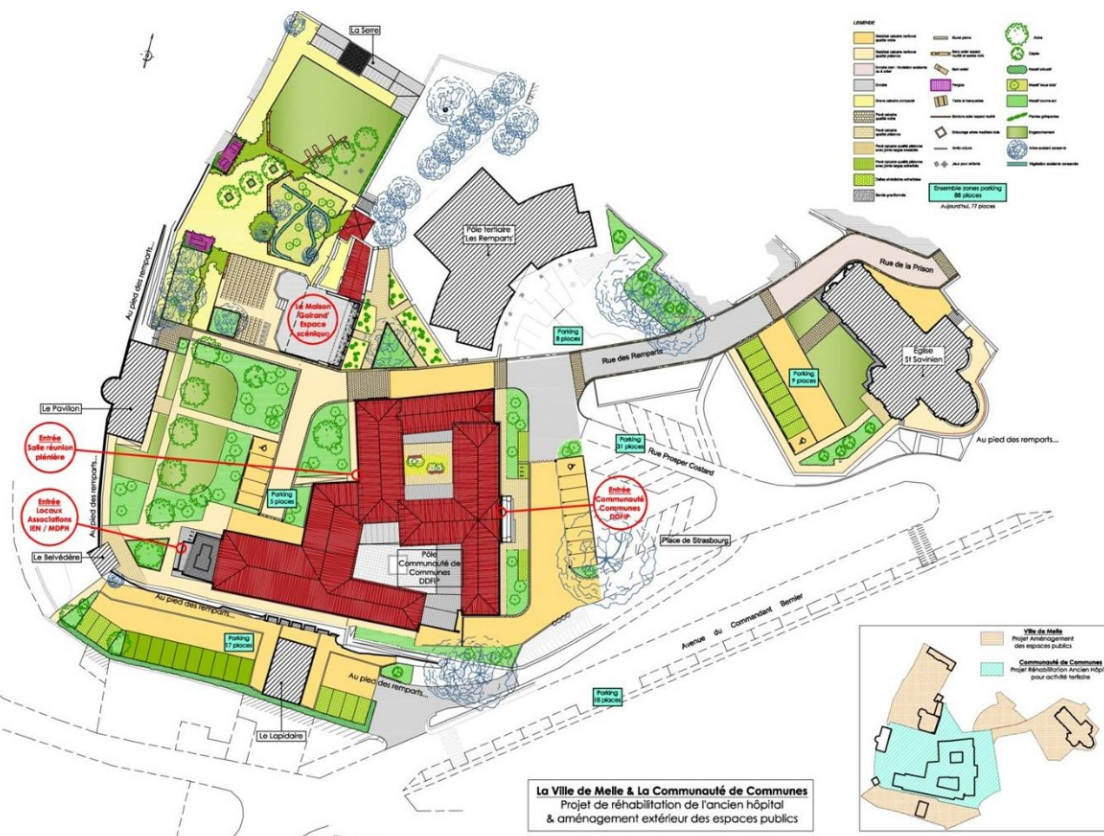
Maîtrise d'œuvre : Claire Archimbaud

Coût prévisionnel des travaux : 340 000 € HT

Financement potentiel : DETR, CAP 79



Salle Jeanne d'Arc



Quel usage pour l'hôtel du Ménoc ?



Quel usage pour la future ancienne gendarmerie ?

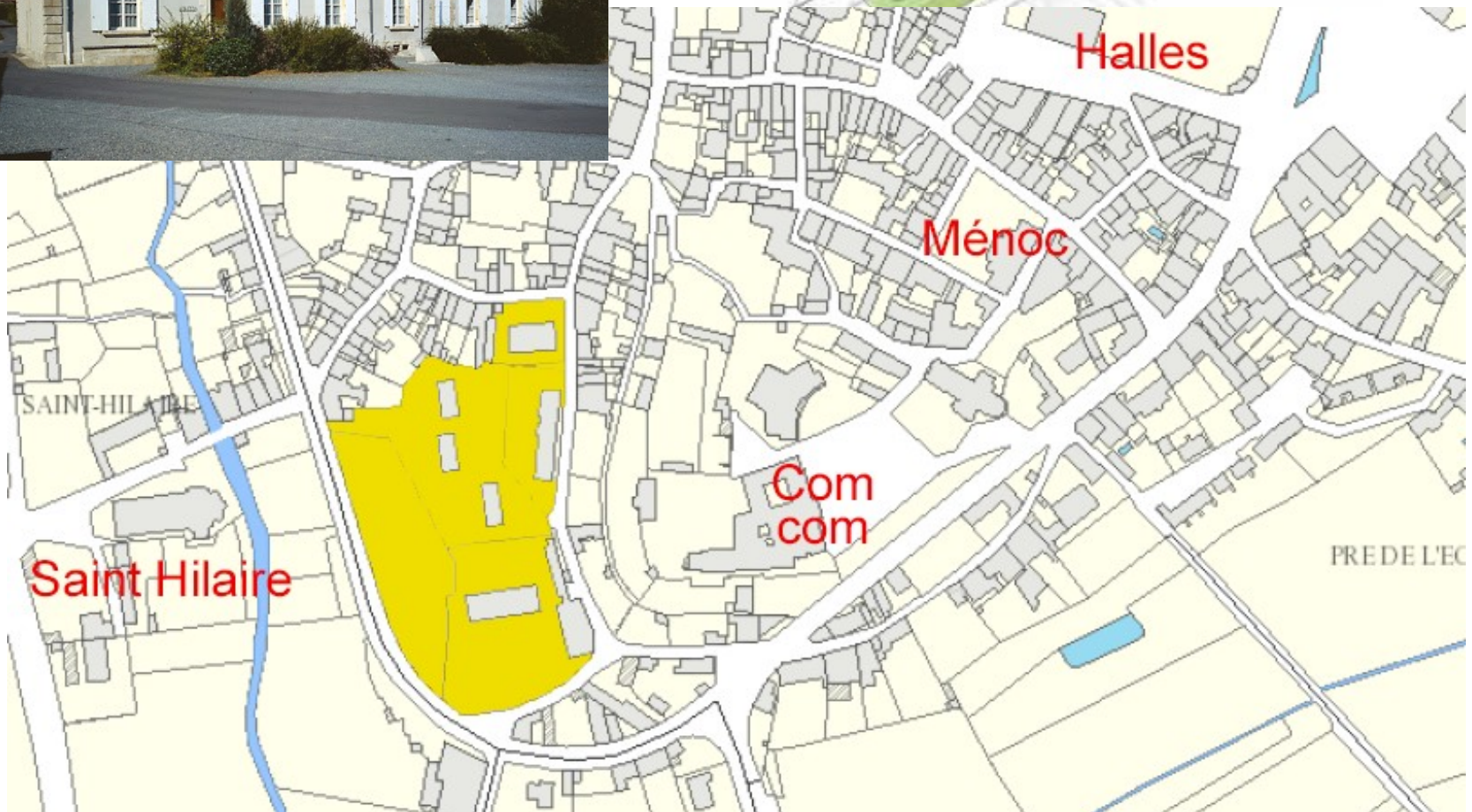


Schéma de déplacements

Pistes de réflexion :

- Contournement de Melle
- Liaison des 5 communes déléguées
- Équilibre entre les besoins en mobilité, la préservation de l'environnement,
- Amélioration des transports publics et diminution du trafic automobile,
- Sécurisation des déplacements,
- Organisation du stationnement,
- Plan de paysage, Plan Local d'Urbanisme intercommunal
- Révision de la ZPPAUP : Site Patrimonial Remarquable (SPR)
- Action citoyenne

